

Zeitschrift:	Schriftenreihe = Collection / Forum Helveticum
Herausgeber:	Forum Helveticum
Band:	4 (1992)
Rubrik:	Chancen und Schwierigkeiten des demokratischen Erwachens in den Ländern Osteuropas = Chances et obstacles du processus de démocratisation dans les pays de l'Europe de l'Est

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

I

CHANCEN UND SCHWIERIGKEITEN DES DEMOKRATISCHEN ERWACHENS IN DEN LÄNDERN OSTEUROPAS

CHANCES ET OBSTACLES DU PROCESSUS DE DÉMOCRATISATION DANS LES PAYS DE L'EUROPE DE L'EST

ANDRÉ RESZLER
CARSTEN GOEHRKE
ROLAND RUFFIEUX
PIERRE DU BOIS
ANDRÉ LIEBICH
MIROSLAV NOVAK

Vers une restauration impossible?

André Reszler

Avec l'écroulement des régimes communistes, l'ère de l'uniformité a pris fin dans l'Europe centrale et orientale. La zone relativement homogène qui s'étendait de Vienne aux frontières orientales de la Pologne ou de la Roumanie est en train de se désagréger sous l'effet des réformes qui reflètent dans les anciens pays du «socialisme réel» le réveil des identités nationales mis en veilleuse pendant le temps infiniment long de quatre décennies. Si, un peu partout, à Varsovie aussi bien qu'à Belgrade, le nouveau règne est placé sous le signe de la démocratie (et les dirigeants se réclament des valeurs de la liberté, du pluralisme, de l'économie de marché et de l'Etat de Droit), la situation de chaque pays évolue en fonction d'un faisceau particulier de facteurs à la fois anciens et nouveaux. Deux ans après les «révolutions de velours» authentiques ou mimées, les pays de la région se singularisent en fonction de leur antique culture politique en éveil, les réformes entreprises pendant les dernières années du communisme ou encore les idées et la personnalité des nouveaux dirigeants: Havel, Walesa, Antall, Iliescu ou Misolevic incarnent une si grande diversité d'idéaux et d'aspirations que la notion d'un destin commun semble appartenir définitivement au passé.

Paradoxalement, c'est l'héritage du communisme qui constitue aujourd'hui le trait d'union principal entre les peuples est-européens, même si cet héritage est essentiellement négatif et se présente à la fois comme l'agrégat des destructions qu'il a opérées et la somme de ses promesses non tenues (et qui restent gravées dans les mentalités).

Le communisme s'est imposé dès 1948-1949, comme une véritable *relève de civilisations*. Il s'est proposé de changer l'homme, la société, l'histoire et de substituer aux identités nationales «égoïstes» et «conflictuelles» un nouveau sentiment d'identité «internationaliste» et «prolétarien». Si la relève en question n'a pas eu lieu, la politique de *table rase* mise en œuvre pour faciliter sa réalisation a occasionné dans les divers secteurs de la vie, des ravages qui sont sans analogie dans l'histoire contemporaine et dont la disparition quasi totale des élites traditionnelles et nouvelles est probablement la manifestation la plus tragique. Ce n'est pas sans bonnes raisons que les peuples danubiens sortent fondamentalement déboussolés - délestés d'une bonne part de leur mémoire - et découragés, démobilisés d'une épreuve cruelle et inutile.

Tout nouveau départ est conditionné par un faisceau d'obstacles, au niveau de l'esprit et des institutions, propre à l'ensemble de la région:

1. L'existence de nombreuses structures politiques et administratives fondamentalement inadaptées aux besoins réels de la société et freinant les efforts entrepris en vue de leur modernisation (centralisation étatique, économie de commande, etc...).
2. La présence, dans la plupart des secteurs de la vie, d'une bureaucratie lourde et en général incompétente (et que, faute d'hommes nouveaux, il n'est pas facile de remplacer).

3. L'absence de spécialistes et d'experts de toutes sortes et cela à tous les échelons de l'Etat, de l'économie. La rareté des cadres au niveau des régions et des municipalités est particulièrement frappante.
4. La vétusté de l'infrastructure industrielle axée sur un cycle de production parachevé en Occident et singulièrement mise en évidence par la perte des marchés traditionnels.
5. Le vieillissement des systèmes de communication, des réseaux routiers, ferroviaires et aériens.
6. La déliquescence de l'habitat, des services publics, du milieu hospitalier.
7. Un système d'éducation mal préparé à assumer ses nouvelles tâches.
8. La dévalorisation de l'effort créateur, du travail (et la perte concomitante du sens de la responsabilité, de l'honnêteté à l'usine ou au sein de l'entreprise).
9. Une crise morale débilitante née des effets cumulés du collectivisme d'Etat défunt et d'un individualisme défensif ou - là où le capitalisme renaît à tâtons de ses cendres - «sauvage». Perte générale de la notion du «bien commun» et de la solidarité humaine.
10. L'indifférence à l'égard de son propre sort: la mentalité d'assisté, d'administré qui n'attend rien du Pouvoir.
11. Le ressentiment élevé au principe suprême de la vie.
12. La méfiance généralisée à l'égard de la politique. L'ère du soupçon nourrie par la corruption du Parti communiste est loin d'être close et prive de leur aura les nouvelles élites politiques naissantes¹.
13. L'absence quasi totale de cette culture politique «libérale» qui permettrait la promotion des vertus de la tolérance, de la patience, de la compréhension mutuelle et de la capacité au dialogue.
14. Le rêve éveillé d'une «troisième voie» qui permettrait de renvoyer dos à dos socialisme et capitalisme et de créer du «neuf» sans s'inspirer des traditions nationales avérées ou des expériences d'un Occident peu connu et insuffisamment étudié.

Cette liste, d'ailleurs nullement exhaustive, des limites inhérentes de toute action politique en profondeur, indique clairement que la page d'un nouveau départ est loin d'être blanche. Au manque des ressources humaines et matérielles propre à l'ensemble de la région s'ajoutent les contraintes particulières qui pèsent sur les différents gouvernements nationaux et qui en infléchissent d'une manière éclatante leur programme.

D'une manière générale, l'expérience des deux dernières années permet d'apercevoir deux attitudes distinctes et, malgré quelques similitudes significatives, opposées.

¹ Symptôme du climat de nihilisme actif qui prédomine: la persistance des propos «anti-politiques» en dépit des échecs patents de ce mirage idéologique qui veut ignorer aussi bien les fondements psychologiques du Pouvoir que le rôle des idéologies.

La première consiste à rompre radicalement avec l'expérience du totalitarisme et de réaménager les rapports entre l'individu et la société - et entre la société et l'Etat - en s'inspirant du modèle «libéral»/capitaliste des sociétés ouvertes du monde occidental. La seconde tend à sauvegarder les structures essentielles de l'Etat-parti prêt à autoriser la renaissance du pluralisme dans les marges d'une société fermée à condition toutefois qu'elle ne mette pas en danger ses positions acquises et sa prédominance de fait.

La Tchécoslovaquie, la Pologne, la Hongrie appartiennent à la première catégorie. La Bulgarie, et à terme, la Slovénie et la Croatie, se proposent, mais à partir d'une certaine situation d'arriération, de suivre leur exemple. La Roumanie et la Serbie font partie du second groupe d'Etats. (la position de la Slovaquie est, pour le moment, incertaine. Son choix dépendra en dernière analyse du résultat d'un combat opposant deux alternatives d'avenir en présence.)

Rejoindre l'Europe

Renouer avec leur propre histoire en fermant ce qu'ils ressentent comme une longue parenthèse à leur existence nationale; reconstituer le système pluraliste de la société; réintégrer enfin les courants majeurs de l'histoire européenne, voici les objectifs des gouvernements polonais, tchèque et hongrois. Le slogan de «rejoindre l'Europe» résume leur volonté de participer à part entière à la vie de la communauté européenne des nations en voie de constitution. La signature en décembre 1991, d'un traité d'association avec les Communautés est l'expression d'une politique de rapprochement pro-européen sans réserve.

... ou opter pour position à part

Les gouvernements roumain et serbe semblent accorder la priorité à la réalisation d'objectifs relevant de la création d'Etats-nations parfaitement accomplis («L'Etat roumain unitaire», la «Grande Serbie»). Leur politique à l'égard des minorités nationales sur leur territoire reflète la fusion des idéologies nationaliste et marxistes-léninistes. Dans le cas où leur rapprochement à l'Europe exigerait de leur part de renoncer aux objectifs que nous venons de mentionner, il n'est pas exclu qu'ils optent pour la recherche d'une sorte de statut intermédiaire à part entre l'Occident et une Europe orientale (la Russie, l'Ukraine) aux contours fort problématiques.

Un fossé clairement perceptible se creuse entre les pays danubiens. Une ligne de clivage qui suit assez exactement les frontières de l'Autriche-Hongrie et dont la réapparition rend toute son actualité à la problématique de l'Europe centrale.

Avant de conclure nos réflexions sur l'Etat de l'Europe médiane, il n'est pas inutile de prendre la mesure de ce qui a déjà changé:

1. En dépit de son caractère amorphe, la société se reconstitue petit à petit. Si aucune nouvelle classe s'est formée, la renaissance de la vie associative peut être considérée comme le prélude obligé à sa restratification à venir.

2. De nouvelles élites se forment, en intégrant notamment dans leurs rangs les élites technocratiques de l'ancien régime communiste (même si l'on a l'impression que ce sont quelques poignées d'individus exceptionnels qui servent de «moteur» aux transformations en cours).
3. Un nouveau système politique pluraliste se met en place; une nouvelle classe politique parfait son apprentissage en matière de démocratie.
4. Le secteur privé de l'économie pallie dans une certaine mesure aux défaillances d'une économie de commande génératrice de pénurie et en voie de désintégration rapide. A plus ou moins long terme, les politiques de privatisation en cours devront assurer le passage d'un régime d'économie planifiée à une économie de marché efficace et prospère.
5. L'Etat de droit succède à l'institutionnalisation de l'arbitraire.
6. Quelques hommes d'Etat à la stature exceptionnelle président aux nouveaux gouvernements (faibles) et dont la qualité première est, pour le moment, leur légitimité.

Conclusions

Deux séries de remarques en guise de conclusion.

En deux ans, aucun changement décisif ou du moins spectaculaire n'a eu lieu; aucune réforme en profondeur n'a été menée à chef. A la place du renouveau radical auquel on aurait pu s'attendre, des politiques de «petits pas» directement inspirées des demi-mesures qui caractérisaient les dernières années du communisme en Hongrie, ont été inaugurées. Malgré la relève des classes politiques - et le renouvellement de fond en comble des symboles de la vie nationale - l'impression d'une continuité qualifiée prédomine. Elle se fonde, quant à *l'essentiel*, sur la prudence exemplaire des nouveaux dirigeants qui faute d'hommes, de capitaux et peut-être d'idées neuves, se contentent de gérer le possible².

Au règne d'une utopie stérile succède un monde imparfait judicieusement placé sous le signe de la vie.

Les réformes dont la Tchécoslovaquie, la Pologne et la Hongrie ont été le théâtre en 1990 et 1991 nous frappent par leur pragmatisme à la fois hésitant et honnête. Tout se passe comme si l'ère post-communiste était placée sous le signe d'une Restauration problématique et peut-être impossible.

Qu'est-ce que la Restauration? la synthèse malaisée et sans gloire de ce que l'ancien régime aboli avait d'indépassable (les grandes constantes de la vie nationale) et de ce que la révolution a créé de valable (et que l'on désigne par le terme d'«acquis révolutionnaire»).

La Restauration est-elle à la portée des pays d'Europe centrale? ces derniers ont-ils la possibilité de renouer les liens avec un passé dont les séparent quatre

² Le maintien à leurs positions, aussi bien dans l'administration que dans la vie économique, de bon nombre de cadres communistes œuvre également en faveur d'une continuité de fait d'un régime à l'autre.

décennies de communisme et qui reste en partie frappé d’interdit? et surtout, les régimes communistes ont-ils créé des valeurs ou des institutions qui méritent d’être sauvegardées? leur héritage n’est-il pas à peu près totalement négatif?

L'idée d'une synthèse provisoire de l'ancien et du nouveau est, quant à l'essentiel, compromise. Mais les circonstances œuvrent dans le sens d'une Restauration.

Le temps des révolutions est celui d'une vieillesse précoce et artificiellement provoquée³. Celui de l'après-communisme sera parsemé d'éclaircies: c'est le prix d'une époque stérile et inconclusive.

³ «Le vrai printemps est ailleurs...» écrit Boris Pasternak de Moscou à un ami étranger en 1921. Sa vision de la Russie révolutionnaire nous rappelle ce mot de George Sand: «C'est la révolution qui a amené la viciliosse dans le monde.»

Die Entwicklung des Beziehungsnetzes zwischen der Schweiz und dem europäischen Osten - ein Überblick

Carsten Goehrke

Wer vor noch nicht einmal zehn Jahren versucht hätte, das aktuelle Beziehungsnetz zwischen der Schweiz und den Ländern der Osthälfte Europas zu analysieren, wäre zu recht mageren Resultaten gekommen: ein marginaler wirtschaftlicher Austausch, ein im internationalen Vergleich schwach entwickelter und zudem einseitig von Westen nach Osten gerichteter Tourismus, eine überblickbare Anzahl von Schweizerinnen und Schweizern, die in den Staaten des östlichen Europa berufstätig waren und umgekehrt, schliesslich in der Öffentlichkeit auf beiden Seiten wenig Wissen voneinander und wenig Interesse aneinander - so etwa wäre die Bilanz wohl ausgefallen. In Bezug auf den letztgenannten Aspekt müsste man allerdings doch wohl ein wenig differenzieren, weil der Schweizmythos im Osten Europas vom 18. Jahrhundert bis heute wirksam geblieben ist, während umgekehrt für die schweizerische Öffentlichkeit der «Eiserne Vorhang» die Distanz überproportional vergrössert hat. Wer eine ähnliche Bilanz für den Anfang unseres Jahrhunderts ziehen wollte, würde indes zu völlig anderen Ergebnissen kommen: Nie wieder sind sich die Schweiz und die Völker der Osthälfte Europas so nahe gekommen und durch derart vielfältige Fäden miteinander verbunden gewesen wie während des 19. Jahrhunderts und der Jahre vor dem Ersten Weltkrieg. Der Entfaltung, Entwicklung und schliesslich Verarmung dieser wechselseitigen Beziehungen möchte ich in meinem Vortrag nachgehen, muss mich aber auf Andeutungen beschränken.

Die Entwicklung des Beziehungsnetzes möchte ich dabei in drei historische Phasen einteilen: eine erste Vorphase während der frühen Neuzeit bis etwa zur Mitte des 18. Jahrhunderts; die eigentliche Blüteperiode der wechselseitigen Beziehungen von der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts bis zum Ersten Weltkrieg und schliesslich die Verarmung der Beziehungen seit 1918.

1. Die Anfänge der Beziehungen: Kaufleute, Reformatoren, Baumeister und «wilde Männer»

Zwischen der alten Schweiz und den ihr näher gelegenen Ländern Ostmitteleuropas bestanden schon seit dem späten Mittelalter lockere Beziehungen, die sich zeitweise sogar verdichtet haben. Beispielsweise vermochte die Stadt St.Gallen vom 14. bis zum 16. Jahrhundert einen florierenden Leintuchhandel mit Polen aufrechtzuerhalten, ja es bürgerten sich sogar verschiedene St.Galler Geschlechter in Krakau ein. Zu jener Zeit konnte das Kulturgefälle durchaus von Ost nach West verlaufen: an der Krakauer Universität - damals eine der angesehensten Europas - haben zwischen 1450 und 1520 rund 70 Schweizer studiert, charakteristischerweise mehr als ein Drittel von ihnen aus dem Raum St.Gallen. Als Erasmus von Rotterdam 1514 - 16 und 1521 - 29 in Basel wirkte, bahnten sich auch in der Gegenrichtung intensive geistige Kontakte mit Polen an. Nicht zuletzt diesen von Handel und Humanismus vorgespurten Wegen sind dann die Zürcher und die Genfer

Reformation gefolgt, die im 16. Jahrhundert sowohl auf das Doppelreich Polen-Litauen als auch auf Ungarn eine erstaunliche Ausstrahlungskraft entfaltet haben. Ungarn hatte sich schon kurz zuvor der Eidgenossenschaft angenähert, als König Mathias Corvinus (1458-1490) sie in seine anti-habsburgische Bündnispolitik einzuspannen suchte.

Doch von all diesen Kontakten hielten sich am intensivsten während der ganzen frühen Neuzeit die religiösen; es waren zunächst vor allem polnische und ungarische, später fast nur noch ungarische Protestanten, die sich in der Schweiz zu Theologen ausbilden liessen. Basel, Genf und Zürich behielten so auch über das 16. Jahrhundert hinaus eine gewisse kulturelle Bedeutung für Ostmitteleuropa. Überlagert wurde diese aber vom 16. Jahrhundert an zusehends vom Einfluss der Tessiner, die im Strom der lombardischen und toskanischen Baumeister und Architekten mitschwammen und mit ihnen zusammen dem Habsburgerreich und Polen-Litauen den Baustil der Renaissance und des Barock vermittelten. Mit Domenico Trezzini, von 1703 bis 1712 erster Stadtbaumeister St.Petersburgs, erreichte diese Welle auch das russische Zarenreich, wo bereits seit dem Ende des 17. Jahrhunderts vereinzelte Schweizer als Offiziere, Ingenieuroffiziere und Handwerker ein Auskommen gefunden hatten, ja der Genfer François Lefort (1656-1699) es sogar zum Freund und Ratgeber Peters des Grossen wie zum ersten Admiral der russischen Flotte gebracht hatte.

Doch dies alles darf nicht darüber hinwegtäuschen, dass die Schweiz noch bis weit in das 18. Jahrhundert hinein für die Potentaten Europas eine politische «Quantité négligeable» blieb, für die Kulturwelt Europas das Land, aus dem die «wilden Männer» für die Söldnerheere kamen, das Land der Barbaren, der «homines bestiales et montales», ein Land ohne Monarch und ohne Hofadel, das daher in das höfische Weltbild der europäischen Adelselite einfach nicht hineinpasste.

2. *Die Blüteperiode: Schweizmythos und Facettenreichtum der Beziehungen*

Um die Mitte des 18. Jahrhunderts änderte sich das Bild, welches Europa von der Schweiz hatte, von Grund auf, ja es verkehrte sich geradezu in sein Gegenteil. Was war geschehen? Der Hauptgrund dürfte darin liegen, dass in Deutschland und Frankreich das Bürgertum mehr und mehr den Hofadel als neue Bildungsschicht abzulösen begann und damit zugleich auch neue Wertnormen propagierte. Da aber just zu dieser Zeit die kleine Schweiz im Gefolge einer seltenen personellen Konstellation mit dem Berner Albrecht von Haller, den Zürchern Salomon Gessner, Johann Jakob Bodmer, Johann Jakob Breitinger und Johann Kaspar Lavater sowie dem Genfer Jean-Jacques Rousseau sechs Geistesgrössen von europäischem Rang aufzubieten hatte, die auf dem Boden der Aufklärung in ein internationales Netz von Beziehungen und Korrespondenzen eingebunden waren, brach sich im Ausland ein neues Schweizbild Bahn. Es war Albrecht von Haller, der mit seinem Versepos «Die Alpen» (1729) die Grundlagen für einen spezifischen Schweizmythos schuf, indem er die Alpen als Landschaft mit einer inneren Welt von Werten - mit Natürlichkeit, Aufrichtigkeit und Fleiss - koppelte und

damit genau die Bedürfnisse und den Legitimierungsdrang des aufsteigenden Bürgertums traf. Dadurch, dass Rousseau dann die Rückkehr zu Natürlichkeit und Freiheit als Aufgaben der Erziehung wie des Zivilisationsprozesses propagierte und popularisierte, zog die Schweiz als nichtmonarchische Republik noch zusätzlich das Interesse der europäischen Bildungswelt auf sich. In ihr schienen alle diese neuen Werte - Freiheit, Natürlichkeit, Fleiss und Rechtschaffenheit - bereits vorweggenommen, zugleich jedoch auch mit der Bergwelt verwoben. Damit war ein *Schweizmythos* geboren, der seine grösste Intensität und Zählebigkeit ausgerechnet im europäischen Osten gefunden hat. Warum?

Erstens lagen die Schweiz und die Länder des europäischen Ostens zu weit voneinander entfernt als dass das während der frühen Neuzeit in Westeuropa gängige negative Image der Schweiz bei ihnen hätte Wurzel schlagen können. Im Gegenteil: Wenn schon 1719 ein gewisser Nikolaus Friedrich Härbel, der zuletzt als Architekt in Basel gearbeitet hatte, vermutlich aber aus dem Schwarzwald stammte, sich Peter dem Grossen mit dem diskreten Hinweis empfahl, er komme «aus schweizerischen Landen», so muss dies schon damals als Gütesiegel gegolten haben. Als vierzig Jahre später Andrej Bolotov, ein einundzwanzigjähriger russischer Adliger, der als Offizier am Siebenjährigen Krieg teilnahm, im ostpreussischen Königsberg einquartiert wurde, bewunderte er den «sanften, gutherzigen und sittsamen Charakter» seines Wirtsehepaars. Er schreibt: «Mein Erstaunen schwand schnell, als ich erfuhr, dass meine Alten keine eingesessenen preussischen Bewohner waren, sondern gebürtig aus einem Lande, das voll ist von guten und ehrbaren Leuten und berühmt für die Güte des Charakters seiner Bewohner, nämlich aus der Schweiz». Schon 1759 finden wir hier also bei einem jungen russischen Provinzadligen jene Idealisierung der Schweiz und der Schweizer, die bis weit in das 19. Jahrhundert hinein fortgewirkt hat.

Zweitens dürften daran, dass gerade im Zarenreich ein positives Schweizbild am frühesten zu fassen ist, die dort lebenden Schweizer selber namhaft beteiligt gewesen sein; denn außer den Tessiner Architekten und einer Reihe von Offizieren prägten Kunsthändler (vor allem aus der welschen Schweiz) und Wissenschaftler das Bild, das die russische Öffentlichkeit sich von der Eidgenossenschaft und den ihr zugewandten Orten machte. Schon von den 16 Gelehrten, die 1725 an die gerade gegründete Kaiserliche Akademie der Wissenschaften in St. Petersburg berufen wurden, stammten drei aus Basel. Nur wenig später stiess Leonhard Euler zu ihnen, der in der Folgezeit zum «Vater der russischen Mathematik» aufgestiegen ist. Generell blieben an der Akademie das ganze 18. Jahrhundert hindurch die Naturwissenschaften eine Schweizer - mit Blick auf die Familienclans der Bernoulli, Euler und Fuss genauer gesagt eine Basler - Domäne. So entstand aus der konkreten Begegnung ausgerechnet im fernen Russland früher als im benachbarten Westeuropa von der Schweiz ein warm getöntes Bild, das seit der Mitte des 18. Jahrhunderts durch die Rezeption der Werke Hallers und Gessners idyllisierend vertieft wurde. Kein Wunder, dass der spätere Kaiser Paul I., als er noch Thronfolger war, auf einer Bildungsreise 1782 auch die Schweiz besuchte und in Zürich lediglich mit Lavater zu disputieren wünschte.

Als 1789-90 der russische Historiker Nikolaj Karamzin die Schweiz durchstreifte, nachdem er zuvor schon ausgiebig mit Lavater korrespondiert hatte, schuf er mit den wenig später publizierten «Briefen eines russischen Reisenden» so etwas wie ein *Vademecum* für Generationen russischer Helvetophiler, die der Schweizmythos in die Alpen zog. Allerdings begannen nicht erst Leo Tolstoj und Fedor Dostoevskij am Lack der Idylle zu kratzen und auch den «hässlichen» Schweizer zu entdecken. Der Schweizmythos in Russland sog seine Lebenskraft also aus einer doppelten «Exotik»: aus der so anders gearteten Hochgebirgslandschaft der Innerschweiz und aus der Idealisierung von Staatswesen und Lebensart der Schweizer, die man als der eigenen völlig entgegengesetzt empfand.

Aus wieder völlig anderen Gründen fand der Schweizmythos *drittens* in Polen einen dauerhaften Nährboden. Wegen wachsender innerer Schwäche und äusserer Bedrohung geriet die polnische Adelsrepublik seit der Mitte des 18. Jahrhunderts in eine Krise. Die Elite schaute sich nach neuen Orientierungsmustern um und fand dabei in der Schweiz vermeintliche historische Parallelen: ein ausgeprägtes Freiheitsgefühl und ein Rezept, wie man sich durch Vaterlandsliebe, politische Eintracht und Wehrhaftigkeit äusserer Bedrohungen erfolgreich zu erwehren vermag. Der polnische Schweizmythos ist also von Anfang an ein in erster Linie politischer Mythos gewesen. Auch er hat das Ende der polnischen Adelsrepublik im Jahre 1795 überdauert und eine besondere emotionale Zuneigung zur Schweiz begründet, die in Polen bis heute anhält.

Unzweifelhaft hat der Schweizmythos die vielfältigen Beziehungen, die sich seit dem Ende des 18. Jahrhunderts zwischen dem europäischen Osten und der Eidgenossenschaft herausgebildet haben, beflügelt. Das lässt sich am Beispiel Kaiser Alexanders I. zeigen, der von 1801 bis 1825 das Zarenreich regierte. Erzogen von dem Waadtländer Politiker Frédéric César de La Harpe, der übrigens noch fünf weitere Welschschweizerinnen und Welschschweizer als Hauslehrer an den Zarenhof nachzog, bewahrte sich Alexander zeitlebens ein besonderes Faible für die Heimat seines Lehrers. Die Wiederherstellung der staatlichen Integrität der Eidgenossenschaft in den Jahren 1813-1815 - nun aber in Gestalt von 19 statt 13 Kantonen - und die *Garantie ihrer immerwährenden Neutralität* gingen wesentlich auf ihn zurück, und auch während der folgenden Jahrzehnte suchte Russland immer wieder Versuche vor allem Österreichs zu bremsen, sich über die Neutralität der Schweiz hinwegzusetzen.

Dabei entwickelten sich gerade auf dem Boden dieses Neutralitätsprinzips durchaus ernsthafte Friktionen zwischen der Eidgenossenschaft und dem Zarenreich, denn in die neutrale und freiheitlich gesinnte Schweiz begannen nach den deutschen, österreichischen und italienischen politischen Flüchtlingen seit dem polnischen Aufstand von 1830-31 auch Untertanen des Zaren als *Asylsuchende* einzuströmen. Eine weitere Welle von Polen folgte nach dem Aufstand von 1863-64. In der Folgezeit dominierten dann jedoch die Russen unter den Politemigranten. Weil Ausländer damals in der Schweiz von der Polizei nicht behelligt wurden, solange sie sich nicht in die inneren Angelegenheiten des Landes einmischten und weil der Bundesrat Politemi-

granten an die russischen Behörden nur in Fällen ausgeliefert hat, die auch als Kriminaldelikte interpretierbar waren, wurde die Eidgenossenschaft seit dem letzten Drittel des 19. Jahrhunderts zum wichtigsten Stützpunkt der russischen revolutionären Emigration - von Alexander Herzen bis hin zu Pavel Axelrod, Georgij Plechanov und Lenin. Die Polen - nach zwei vergeblichen Aufständen immer noch ohne eigenen Staat - gründeten 1870 auf Schloss Rapperswil am Zürichsee ein Polenmuseum, das bis 1918 als «Materialisierung» polnischer historischer Identität ein internationales «Wallfahrtszentrum» blieb.

Gewisse Zusammenhänge bestanden auch zwischen der Rolle der Schweiz als Asyl für politisch Verfolgte und seiner gleichfalls wichtigen Rolle als *Studienland* für die junge Intelligenz des europäischen Ostens. Ob russische, ukrainische, baltische, polnische, tschechische oder südslawische Studierende - die Ausbildung an einer schweizerischen Hochschule ermöglichte und förderte Kontakte mit Angehörigen der politischen Emigration, die vom Asylrecht der Schweiz profitierten. Doch nicht nur dies und das international anerkannte wissenschaftliche Niveau der meisten Universitäten und des Zürcher Polytechnikums zogen die Studierenden an; auch die erstmals von Russinnen getesteten Möglichkeiten eines Frauenstudiums wirkten sich in ungeahntem Masse aus, da im Zarenreich den Frauen bis kurz vor dem Ersten Weltkrieg der Zugang zu den Hochschulen verwehrt blieb. Im Durchschnitt der Jahre 1882-1913 haben Studierende aus dem Zarenreich an der Universität Genf 30%, in Bern 24% und in Zürich 19% der Immatrikulierten gestellt - mehrheitlich Frauen.

Wenn man das Beziehungsnetz zwischen der Schweiz und den Ländern des europäischen Ostens auf die Beziehungsrichtung hin analysiert, so fallen die grossen Unterschiede auf. Für das Zarenreich, Polen, Serbien und Bulgarien dominierte die Bedeutung der Schweiz als Asyl- und Studienland. Für die Aristokratie und das Besitzbürgertum Russlands spielte daneben die Schweiz als Reiseland und Erholungsgebiet eine aussergewöhnliche Rolle - die russisch-orthodoxen Kirchen in Genf und Vevey zeugen davon.

Schliesslich hat das «Schweizer Modell» des Zusammenlebens verschiedener Sprachvölker in einem gemeinsamen Staat Politiker wie etwa T.G.Masaryk dazu bewogen, für ihre eigenen noch zu schaffenden Vielvölkerstaaten die Erfahrung der Eidgenossenschaft zu nutzen; dies ist jedoch, wie wir wissen, leider überall nach 1918 bereits im Ansatz gescheitert.

Und welche Rolle haben die Länder des europäischen Ostens gespielt? Als Reiseziele nur sehr beschränkt und eher spät; auch nicht als Asyl oder Studienorte, und schon gar nicht als politisches Modell. Sie waren in erster Linie Auswanderungsziel, insbesondere das Zarenreich, das bis zum Ersten Weltkrieg Zehntausenden von Schweizerinnen und Schweizern zumindest Lohn und Brot, grossenteils sogar mehr als das - soziale Aufstiegsmöglichkeiten geboten hat. Denn die Schweiz hatte als gewerbliche Spezialisten nicht nur Bündner Zuckerbäcker und Berner Käser zu offerieren, sondern im Zuge der Industrialisierung auch Ingenieure, Unternehmer, Industriekaufleute und Facharbeiter - von Akademikern und den in der Oberschicht des

Zarenreiches so beliebten Gouvernanten und Hauslehrern ganz zu schweigen. Sie alle trugen einerseits dazu bei, das Modernisierungsdefizit Russlands zu decken, entlasteten anderseits aber auch das Sozialbudget der Schweiz und transferierten einen Teil des erworbenen Vermögens wieder in die Heimat zurück. Parallel zum industriellen Engagement flossen bis zum Ersten Weltkrieg grosse Mengen Schweizer Kapitals in das Zarenreich, wo es weit überdurchschnittliche Renditen erbrachte; 1917 waren über 300 Millionen Franken investiert. Entsprechend bildete das Zarenreich vor dem Ersten Weltkrieg den siebtwichtigsten Schweizer Exportmarkt. Der europäische Osten spielte also für die Eidgenossenschaft in erster Linie wirtschaftlich eine Rolle.

3. Die Verarmung der Beziehungen nach 1918

Als die Bolschewiki in Russland die Macht übernommen hatten, rissen sehr bald nicht nur die diplomatischen Beziehungen bis 1946 ab, sondern schrumpfte auch der wirtschaftliche Austausch zusammen. Bis auf einige hundert Schweizer Politemigranten büsste die Sowjetunion ferner ihre Rolle als Migrationsziel ein, ja umgekehrt setzten sich gegen 8000 Russlandschweizer in die Stammheimat ab, wo sie den ohnehin schmalen Arbeitsmarkt, nicht selten auch das Fürsorgebudget belasteten. Die ehedem so vielfältigen und intensiven Wechselbeziehungen zwischen der Schweiz und Russland verarmten zu weitgehender Marginalität bei gleichzeitiger gegenseitiger Feindseligkeit. Während des Zweiten Weltkrieges haben die aus Deutschland geflohenen sowjetischen Staatsbürger, die in der Schweiz interniert wurden, noch einmal für diplomatischen Zündstoff gesorgt.

Für Polen, an dessen Wiedererstehen als Staat die Schweizer Öffentlichkeit grossen Anteil genommen hatte, verlor die Schweiz seit 1919 ihre Funktion als eines der wichtigsten Zentren des polnischen Exils. Doch blieben die Beziehungen auf beiden Seiten von grosser wechselseitiger Sympathie geprägt. Dies zeigte sich auch während des Zweiten Weltkriegs, als die Schweiz wiederum Zehntausenden von polnischen Internierten ein Refugium bot und viele Schweizerinnen und Schweizer sich für die polnische Sache engagierten.

Die Ausdehnung des sowjetischen Machtbereichs auf Ostmitteleuropa im Jahre 1945 und der Kalte Krieg liessen die Beziehungen regelrecht vereisen. Aber nach dem Ungarnaufstand von 1956 und der Intervention des Warschauer Paktes in der Tschechoslowakei 1968 nahm die Schweiz bereitwillig zahlreiche Flüchtlinge aus beiden Ländern auf; da gerade während dieser Zeit in unserem Land der wirtschaftliche Nachkriegsboom anzulaufen begann und die Flüchtlinge in der Regel qualifizierte Arbeitskräfte waren, bereitete ihre soziale Integration kaum Probleme. Zugleich wurde dadurch aber das öffentliche Interesse in der Schweiz bereits wieder vermehrt für Ostmitteleuropa mobilisiert.

4. Bilanz und Ausblick

An diese seit dreieinhalb Jahrzehnten wieder verstärkte Aufmerksamkeit vermögen wir heute, da sich der europäische Osten im Umbruch befindet, anzuknüpfen. Wir sollten dabei nicht nur einfach danach fragen, was die Schweiz für die Länder Ostmittel-, Südost-, und Osteuropas zu leisten vermag, sondern wir sollten dies tun in dem vollen Bewusstsein jener vielfältigen und intensiven Wechselbeziehungen, wie sie bis zum Ersten Weltkrieg zwischen unserem Land und jenen Ländern bestanden haben - auch und gerade mit Russland. Man sollte hierzulande nicht vergessen, dass der alte Schweizmythos im europäischen Osten ein gutes Stück weit immer noch lebendig geblieben ist und man dort gerade von uns etwas erwartet. Daher möchte ich hoffen, dass die Schweizer Öffentlichkeit sich der verschütteten Beziehungen zu den Völkern der Osthälfte Europas wieder erinnert und dass die Marginalisierung dieser Beziehungen nach 1918 nichts anderes bleiben wird als eine historische Atempause.

La Suisse et les pays de l'Est: aspects politiques et culturels¹

Roland Ruffieux

Introduction

Encore peu de temps avant que l'évolution dans le monde communiste, particulièrement dans les pays de l'Europe de l'Est, prenne la tournure déconcertante que l'on connaît, il paraissait téméraire d'évoquer pour cette région, une diversification conduisant au pluralisme qui avait caractérisé la définition de «monde libre» après 1945. L'accélération qui s'est produite, au cours des années les plus récentes et l'évitement du système des blocs ont donc constitué une surprise de taille. D'autant plus qu'elle a été suivie d'un temps d'arrêt. Certains observateurs concluent même que le passage au post-communisme a libéré, comme l'ouverture de la boîte de Pandore, toute une gamme de nationalismes d'importance variable et même d'âge différent.

Ce bouillonnement imprévu interdit de donner au sens des événements une interprétation trop hâtive, elle n'empêche pas non plus l'observateur d'accepter quelques conventions, du moins au niveau de la terminologie. La première consiste à appréhender les rapports, classés naguère comme politiques ou culturels, dans un *mixtum compositum* qui ferait une large place à la culture politique, dans le renouveau actuel.

Celle-ci étant considérée comme un ensemble de valeurs, de croyances et d'orientations, ne trouverait sa véritable utilité que par une mise en relation avec le fonctionnement des institutions ou par l'appui de groupes organisés ou même d'individus isolés. Une autre convention consiste à rattacher les situations ainsi repérées à l'influence durable d'un modèle qui serait plus apte qu'un autre à englober l'histoire de l'Europe de l'Est.

Une troisième convention découle, plus directement encore, du tour récent des événements dans cette région. Ceux-ci auraient privilégié quelques traits communs à l'héritage européen: l'organisation fédérative de l'Etat, un ensemble de libertés tendant au respect du pluralisme dans la société, l'avantage donné aux formes primaires de l'autonomie locale incluant des mécanismes compensateurs au niveau supérieur, le refus du nivellement par la société fût-il inspiré par les exigences d'une modernité, enfin la crainte de céder de nouveau à la pente du totalitarisme.

Toutefois, une mise en perspective des rapports particuliers que la Suisse a entretenus avec l'Europe de l'Est gagnerait à être menée sur un siècle et demi environ. On percevrait ainsi le contraste entre les faibles variations enregistrées dans l'évolution générale de la Suisse et les bouleversements profonds qu'ont subis les pays d'Europe orientale, bouleversements ayant même mis en cause l'existence de certains d'entre eux. A cet effet, l'évocation de quelques moments sensibles suffit à marquer les «temps forts» d'un rapprochement qui n'est certainement pas achevé à l'heure actuelle.

Des rêves nationalitaires aux passions sociales

La première rencontre entre la Suisse et l'Europe de l'Est, significative pour notre thème, se produit en 1848, tournant dont les incidences se feront sentir jusqu'à la Première Guerre mondiale. Après s'être organisée grâce à la multiplication des organisations culturelles, la poussée des nationalités débouche sur la scène politique, provoquant dans plusieurs métropoles d'Europe, des épisodes révolutionnaires mêlant des revendications sociales aux aspirations culturelles. Par rapport à 1830, l'épicentre des mouvements s'est déplacé vers l'est, suivant la progression des réformes institutionnelles parties d'Angleterre, deux siècles plus tôt. Si l'ébranlement des autocraties y est sensible, les «anciens régimes», épargnés jusqu'alors acceptent des réformes plus limitées que dans les pays du centre et de l'ouest déjà engagés sur la voie de l'unification nationale et de la centralisation étatique. Rien de pareil donc à ce qui se passe en Suisse où un pouvoir fédéral nouveau est installé, amorçant une évolution qui fera descendre la démocratie représentative et même directe à l'échelon local.

La solidarité entre les monarchies conservatrices les entraîne à exercer leur droit d'ingérence, selon les règles de 1815, dans des zones que l'essor économique a hissées à un niveau social parfois élevé: par exemple, la Bohême ou les régions baltiques. La Suisse des radicaux échappe, à plusieurs reprises, à des velléités d'intervention, ce qui confère à son système républicain le caractère d'un archétype, admiré en particulier par les proscrits qui convergent vers la patrie de Tell. Leur afflux gêne cependant les débuts du pouvoir fédéral, soucieux de se donner la légitimité nécessaire à sa reconnaissance par l'Europe. Les concessions faites sur la pratique du refuge politique cherchent plutôt à renforcer une politique étrangère encore timide qu'à désarmer les oppositions qui se conjuguent à l'intérieur.

Le modèle helvétique d'une démocratie innée commence à dépasser le domaine des idées pour gagner le terrain pratique de la politique. Mais ce succès reste grevé d'une double hypothèque, qui subsistera jusqu'au lendemain de la Première Guerre mondiale. D'une part, le nouveau pouvoir fédéral s'impose en dictant aux cantons une attitude officielle de réserve. Elle tient la Suisse à l'écart de la politique des congrès européens d'où sortent les premiers changements importants de l'Europe de 1815 - que ce soit en Italie, en Allemagne ou dans les principautés danubiennes. A l'échelon suprême, le rôle d'arbitre de l'Europe, dévolu naguère au tsar de Russie et à Metternich, se fixe plus à l'ouest de l'Europe avec Napoléon III, Victoria, Bismarck et ses émules. Les minorités nationales de l'Europe du centre et de l'est voient s'ajourner d'autant leurs chances d'émancipation. Y contribue également le fait, pour la Suisse, que l'attention portée aux révolutions dans les pays voisins éclipse l'intérêt qui pourrait être voué à des causes plus abstraites.

D'autre part, reconnus citoyens égaux dans une république qui se veut progressiste, les Suisses ont désormais le droit d'exprimer publiquement leur sympathie ou leur antipathie pour les régimes des pays qui les entourent et même de contrées plus lointaines. Une presse politique en constante expansion s'efforce de refléter toutes les nuances idéologiques existantes, du

monarchisme réactionnaire aux socialismes. La liberté, dont elle dispose, malgré la résistance des pouvoirs locaux, s'étend aux convictions religieuses, à la vie associative, au développement de l'économie, aux mœurs pour ce que l'Etat peut en saisir.

La volonté de promouvoir une société progressiste et juste, perceptible chez les «hommes de 48», connaît pourtant une sérieuse limitation dans les relations de la Suisse avec l'étranger. Une concurrence s'est établie, chez les élites qui détiennent le pouvoir, entre l'indépendance du pays comme objectif et sa neutralité vers l'extérieur plus qu'à l'intérieur où les minorités restent malmenées par l'élan initial. Les tensions dans la société et une conjoncture internationale, bientôt défavorable à l'épanouissement des petites communautés, empêchent la Suisse de devenir la réconciliatrice des peuples d'Europe que les idéalistes voyaient en elle.

Durant le premier demi-siècle de son existence, la Confédération nouvelle s'efforce également de conquérir ses titres d'honorabilité. Elle entend persuader les puissances dirigeantes de l'Europe qu'elle n'est plus un repaire d'agitateurs ou un nid de révolutionnaires. Tâche difficile, quand on se remémore la tolérance dont ont joui Mazzini, les exilés polonais après 1863, les opposants à Napoléon III, les communards et d'autres dissidents qui, venus de plus loin, restent espionnés par la police du tsar.

L'attitude officielle n'est pas dénuée d'ambiguïté, bien qu'elle cherche à définir une politique d'asile qui concilierait une tradition ancienne d'hospitalité avec l'extension des pouvoirs intérieurs de police et l'insistance des chancelleries. Les attitudes adoptées par la Suisse officielle, lors du blocus du Tessin par l'Autriche, ou face aux troubles révolutionnaires ultérieurs, s'inspirent plus de l'intérêt national que de la pure générosité. A plusieurs reprises cependant, le pouvoir fédéral doit lutter sur deux fronts: tout en s'efforçant de répartir le fardeau des réfugiés entre les cantons, il cherche à obtenir leur départ vers d'autres lieux.

L'essor du socialisme révolutionnaire, particulièrement dans la version de l'anarchisme, déplace bientôt le contentieux du terrain des nationalismes effervescents vers la remise en cause de la société bourgeoise elle-même. Le conflit de l'Empire allemand avec le catholicisme romain et les attaques des Internationales se conjuguent avec les difficultés intérieures de l'Autriche-Hongrie et de la Russie. A partir des années 1880, une vague d'attentats, dirigés contre les têtes couronnées, met directement en cause la tolérance pratiquée par la Suisse envers des mouvements révolutionnaires qui ne reculent plus devant le régicide. Le cas Netchaïv et l'affaire Wohlgemuth sont à mettre en parallèle avec la recherche d'une législation sur le séjour et l'établissement des étrangers et les projets d'intervention collective des puissances conservatrices pour faciliter l'extradition. La Berne fédérale est alors dirigée par des radicaux, héritiers des «hommes de 1848», mais devenus sensibles aux séductions de l'expansion économique et aux progrès de la législation internationale. Elle fonde ses refus d'extrader les gêneurs moins sur le devoir de la neutralité que sur ses droits d'Etat souverain. Le glissement des enjeux vers des contestations plus extrémistes est illustré par la succes-

sion des Internationales: en comparaison, la revendication en faveur des nationalités est devenue plus modérée. Ne bénéficie-t-elle pas alors des concessions dictées, en Autriche-Hongrie principalement, par des mobiles d'ordre culturel, par exemple avec la législation en matière linguistique?

Le constat, qu'on peut dresser à la fin de cette période, au cours de laquelle s'établissent certains comportements durables entre les deux acteurs, est triple. Au niveau des relations diplomatiques, dont le réseau à la fin du siècle s'inspire encore des règles du concert européen, la place de la Suisse se définit avant tout par l'indépendance qui lui est reconnue. Accessoirement, pour les services qu'elle rend, par une neutralité armée qui dissuade ses partenaires d'user de la force contre elle.

Cela n'enlève pas aux Suisses, profondément mêlés à la marche de leurs affaires publiques, la possibilité de choisir une voie qui ne s'inspire pas du principe, alors dominant, des nationalités. L'adoption définitive d'un modèle d'Etat multiculturel de type fédératif leur ouvre cependant des possibilités nouvelles pour l'aide qu'ils peuvent apporter à l'émancipation des nationalités sujettes en Europe de l'Est, appui qui se traduit surtout par les interventions d'une opinion publique active. Au niveau le plus élevé des aspirations vers une Europe démocratique et libertaire en revanche, les chances de la voir se réaliser *more helveticus* sont abandonnées au profit d'une vision pragmatique de l'avenir du continent.

Cordon sanitaire et variations autour de la neutralité

La guerre de 1914-18 prépare la deuxième rencontre entre la Suisse et l'Europe de l'Est qui débouche sur l'établissement de relations permanentes, basées sur des perceptions différentes de ce qui était sorti des contacts antérieurs. En effet, si les Suisses réussissent à maintenir eux-mêmes leur indépendance politique, des contraintes économiques limitent leurs possibilités d'action au point de rendre exorbitant le prix de la neutralité. La dépendance extrême, vis-à-vis de l'étranger, dans l'ordre des réalités matérielles, s'accompagne de l'inconfort moral, provoqué par les sollicitations des propagandes adverses. Aussi, le gouvernement s'efforce-t-il de compenser sa ligne générale d'abstention par les satisfactions qu'il accorde à une opinion publique de plus en plus exigeante. La tradition humanitaire s'élargit dans une solidarité active avec les peuples qui souffrent et les victimes, plus directes, des opérations militaires. Exprimées dans les objectifs contraires des belligérants, les revendications politiques sont reprises dans la mesure où elles pourraient contribuer à une reconstruction de l'Europe, une fois écarté le retour à l'ordre ancien.

Trois exemples permettent d'illustrer les phénomènes de réception des messages nationalitaires d'une part, de leur conversion en actes par les milieux helvétiques de l'autre. Pour les promoteurs de l'indépendance tchèque qui méprisent les projets d'autonomie, la Suisse offre un refuge à la Maffia. Egalement des références à son modèle institutionnel que Masaryk utilisera contre les détracteurs de l'union entre Tchèques et Slovaques et

Bénès pour esquisser l'aménagement du statut des minorités. La cause polonaise, elle, a déterminé le plus large éventail de réactions et, partant, les modalités d'action les plus diverses. Aussi bien sur le plan humanitaire que dans le domaine des publications qui ont revêtu même un caractère scientifique. Par ailleurs, la concurrence entre les officines de propagande entraîne des dissensions au sein de la presse romande, comme l'engagement personnel d'un E. Privat autour de qui se crée une diplomatie parallèle. Enfin, la III^e Conférence des nationalités, tenue à Lausanne (27-29 juin 1916) manifeste une autre forme d'action dont se méfie également la diplomatie officielle. Pour les 26 nationalités qui ont répondu à l'appel - dont une dizaine de l'Europe orientale - l'objectif est de créer, par la science ou par d'autres moyens, une entente leur permettant d'agir conjointement pour la paix et pour leurs intérêts.

Les lignes directrices de la politique extérieure de la Suisse sont respectées jusqu'à la fin de 1916. A partir de cette date, diverses circonstances en perturbent l'ordonnance, particulièrement dans son application à l'Europe de l'Est. Successivement, l'offensive de paix du président Wilson et la concurrence que lui font les Centraux, la tentative alliée d'entraîner la Suisse dans la guerre économique à outrance, l'intervention américaine, la chute du tsarisme et l'affaire Grimm-Hoffmann bouleversent les données habituelles. Sur le front de l'Est, soldats allemands et russes fraternisent, une «nouvelle convulsion révolutionnaire» porte les maximalistes au pouvoir en Russie, en dépit des grèves dirigées contre eux et bientôt d'une amorce de guerre civile. Réservé à l'égard de la note Trotski sur les propositions d'armistice, le Conseil fédéral ajourne la reconnaissance du nouveau régime.

L'année 1918 s'ouvre sur des horizons nouveaux avec le discours du président Wilson (8 janvier 1918). Ses Quatorze Points soulignent particulièrement le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, tandis que la dissolution de la Constituante par les bolcheviks les entraîne à rompre avec le modèle du régime représentatif d'essence libérale (18 janvier). La conclusion de la paix entre l'Allemagne et la Russie des Soviets à Brest-Litovsk (mars 1918) laisse également entrevoir la naissance de plusieurs Etats nouveaux ou la restauration de formations historiques disparues, ce qui bouleverse la carte politique de l'Europe, particulièrement dans sa partie orientale. L'accélération des événements, leur caractère surprenant, augmentent encore une fois la sensibilité d'une opinion publique orientée différemment selon ses attaches culturelles. La Suisse officielle, qui poursuit ses études sur la préparation de l'après-guerre, avant tout dans les domaines relevant de l'économie et du droit international, aborde cette problématique nouvelle, avec hésitation.

Ayant soutenu la cause d'une émancipation de la Pologne de façon constante, elle cherche à obtenir l'agrément des Etats suzerains à un régime commun, puis se décide à traiter directement avec les milieux proches des Alliés. C'est un exemple parmi d'autres de l'attentisme helvétique. En décembre 1918, la division des Affaires étrangères du département politique estime préférable «de ne pas renouer de relations, même de fait, avec aucun gouvernement russe» en raison de la situation. Le tour d'horizon accompli à cette occasion,

concernant les missions officieuses en confirme l'existence pour l'Ukraine, la Pologne, la Géorgie et la Lithuanie, mais il évoque également le cas de la Finlande, déjà reconnue, l'Arménie, la Ruthénie blanche, l'Estonie et la Sibérie.

Cette ouverture à l'est est cependant perturbée par le cours singulier qu'ont pris les événements en Suisse. Ce sont la grève générale de novembre 1918, les mouvements qui la prolongent, la rupture des relations diplomatiques avec la Russie révolutionnaire et l'expulsion de la mission Berzine, dont les répercussions psychologiques dépassent largement la portée dans l'immédiat. Le gouvernement suisse est amené à raisonner en termes généraux, sur les chances respectives des mouvements révolutionnaires et des réactions qu'ils provoquent chez leurs adversaires. Assistera-t-on en Europe orientale à la restauration, même partielle, des régimes anciens ou à un saut dans l'inconnu qui l'emportera: le bolchévisme révolutionnaire, le nationalisme ou une conjugaison des deux ? selon un document confidentiel consacré aux troubles révolutionnaires qui s'étendent à l'Europe entière, «tout ce qui a encore des biens à défendre redoute l'ennemi intérieur bien plus que l'ancien adversaire».

Sans avoir pu mettre fin à un mécontentement social grandissant, la grève générale de novembre 1918 débouche sur l'échec du projet de la gauche destiné à changer les rapports fondamentaux entre la société et la politique. Analysés sur leur versant international, les troubles civils qui la prolongent coïncident avec l'amorce d'une contre-révolution qui affectera surtout l'Europe centrale et orientale.

Devant la menace d'une intervention militaire de l'Entente en Suisse, le gouvernement est contraint d'agir à deux niveaux. Dans la politique intérieure se développe une conception musclée de l'ordre public qui permet de marginaliser durablement les milieux activistes de la gauche. Sur le plan diplomatique, le même gouvernement donne des gages afin de sauvegarder l'attribution à la Suisse du siège de la SDN. Le ralliement au «système de Versailles» en voie d'édification implique également un soutien à la «politique du cordon sanitaire». Le rapprochement s'impose même à de larges cercles de l'opinion publique en raison d'une incompatibilité foncière entre christianisme et bolchévisme, pour ne pas évoquer le contentieux ancien du socialisme.

La Grande Guerre se prolonge à l'est jusqu'en 1921. L'échec de l'intervention militaire de l'Entente, l'affirmation en Russie du nouveau régime expliquent l'adoption de la «politique du cordon sanitaire» destinée à empêcher la contagion révolutionnaire de s'étendre et dont la Pologne, victorieuse à l'est, est le maillon central. La Suisse a toujours peine à se déterminer face aux événements. La rupture de toutes relations avec les Soviets, le sort incertain de la colonie suisse et l'impossibilité de trouver un arrangement sur les biens et les intérêts helvétiques ont donné d'abord des arguments à ceux qui voulaient voir notre pays s'associer à des mesures d'ordre militaire. L'attitude officielle d'abstention est ensuite considérée comme provisoire. Dans les années suivantes, le gouvernement explorera

toutes les voies qui pourraient permettre de renouer les relations: l'appui des grandes puissances, le recours aux organisations internationales, la volonté des milieux d'affaires d'accéder à d'hypothétiques marchés.

Moscou se refusant à un règlement global jugé satisfaisant, le contentieux ne cessera de s'alourdir, également par l'obligation morale que représente une lutte efficace contre le bolchévisme, menée au besoin sur le plan international. On aboutira finalement à la situation paradoxale que la Suisse officielle distingue entre des régimes autoritaires, voire totalitaires, avec lesquels elle ne peut pas rompre et l'URSS jugée inapte même à une reconnaissance de fait. Au niveau de l'opinion publique active, une minorité de sympathisants affronte un climat généralisé d'anti-communisme, alimenté périodiquement par des incidents d'inégale importance.

Par compensation, les relations diplomatiques et culturelles se développent avec les autres Etats de la région, situés en deçà de la limite tracée par le cordon sanitaire. Dans cet espace, les vicissitudes et l'influence de la conjoncture économique ne remettent pas en cause une reconnaissance octroyée, au début de l'entre-deux-guerres, sous le signe d'une contre-révolution destinée à éviter une subversion de l'Europe entière. L'évolution des années 1930 et la Seconde Guerre mondiale modifient certes les données du problème traité ici. Il faut toutefois attendre l'écroulement de l'Axe, qui allège le poids de la menace allemande, pour le voir retrouver une réelle importance. Aussi, le troisième moment, significatif pour notre analyse, se situe-t-il au cours des années 1930.

Une reconnaissance impossible

A vrai dire, l'entrée de la Russie soviétique à la SDN en septembre 1934, décision à laquelle la Suisse est presque seule à s'opposer, n'est qu'un avatar de la rentrée que l'URSS accomplit dans le système des relations internationales qu'elle avait d'abord dénoncé comme un instrument d'oppression. La reconnaissance graduelle du régime soviétique par une bonne partie des Etats civilisés en a constitué l'amorce dès les années 1920, suivie de la conclusion des premières alliances ou de la participation à des ensembles multilatéraux, tels le pacte de Briand-Kellogg en 1929.

Dans l'ensemble des relations entre la Suisse et les pays de l'Est, l'URSS continue de se distinguer par l'absence de statut diplomatique et par la précarité des échanges commerciaux. Le contraste est d'autant plus évident que la Suisse maintiendra les relations établies auparavant avec plusieurs Etats dont les régimes ont pris des formes autoritaires, voire totalitaires. Pour ne citer que les Etats les plus proches, il sera hors de question, jusque vers la fin de la guerre, de rompre les relations avec le Reich hitlérien ou avec l'Italie mussolinienne. Le fait paraît d'autant plus incompréhensible que la doctrine helvétique en matière de reconnaissance a évolué vers plus de souplesse et que Moscou, de son côté, a également modifié sa position en la matière.

Le cœur du problème a consisté, semble-t-il, dans l'impossibilité pour la Suisse officielle d'accorder une reconnaissance de jure, refus qui a créé par

une symétrie plus que formelle, une attitude semblable à Moscou. Pourtant, les tentatives n'ont pas manqué pour aboutir à un arrangement partiel, capable d'ouvrir la voie à un règlement général. Entre 1924 et le début de la crise économique en Suisse, divers efforts ont été accomplis par l'industrie d'exportation ou par des cercles plus larges à l'occasion de la ratification par les Chambres du pacte Briand-Kellog. La Conférence du désarmement, ouverte à Genève au début de 1932, offre une nouvelle occasion qui sera gâchée par l'incompatibilité des vues sur le désarmement intégral prôné par Moscou. L'année suivante, un accord commercial est signé entre les deux pays mais sa mise en vigueur bute sur des obstacles de principe, tels l'indemnisation des Suisses rapatriés de Russie dont les biens ont été spoliés ou, de manière plus indirecte encore, la signification donnée aux événements survenus à Genève en novembre 1932.

Il n'y a pas de véritable progrès durant les années 1933 et suivantes. Les divergences d'ordre idéologique s'accentuent entre les deux pays et, en Suisse même, entre divers secteurs de l'opinion publique. En effet, un chassé-croisé constant se produit entre la lutte contre les fascismes, préconisée par les gauches et la croisade contre le communisme, réclamée par une droite dont les tendances autoritaires s'inspirent plus ou moins directement des dictatures étrangères.

L'année 1934 a été cependant marquée par un affrontement spectaculaire qui rompt avec la diplomatie discrète pratiquée jusqu'alors dans la matière. La décision de Moscou de poser sa candidature à la SDN s'explique avant tout par la volonté d'imprimer un nouveau cours à sa politique extérieure. Si les milieux de la SDN l'accueillent favorablement, la Suisse, elle, se croit obligée de procéder à un réexamen de ses rapports avec l'organisation internationale qui aboutira, en 1938, à son retour à la neutralité intégrale. Dans l'immédiat, un vote négatif est émis par la délégation suisse à la XV^e assemblée générale (septembre 1934). Cette attitude, parfois mal comprise, du pays de siège s'explique avant tout par des impératifs de politique intérieure, ainsi l'orientation donnée aux mesures de lutte contre la crise économique.

Il y a encore d'autres enjeux dans l'affrontement constant entre les gauches et les droites, qui se manifestent aussi bien au parlement que sur le forum de la démocratie directe. Ainsi la tentative de réviser la constitution fédérale, avortée en septembre 1935, ou quelques mois plus tard, l'échec progressif de la participation aux sanctions dans le conflit italo-éthiopien, en attendant les remous idéologiques produits par la guerre civile espagnole dans laquelle les milieux nationaux en Suisse dénoncent la mainmise du communisme international patronné par Moscou.

Ce dernier épisode relève déjà d'une nouvelle phase dans les rapports entre la Suisse et les pays de l'Est qui s'étend jusqu'à la guerre; elle se caractérise par de nouvelles tensions. La nouvelle vague de méfiance envers Moscou, qui se manifeste dans l'interdiction des formations appartenant au Komintern dans plusieurs cantons romands (1936-37) culminera avec la signature du pacte germano-soviétique (août 1937). La collusion s'est révélée éton-

nante, également pour les milieux qui, en Suisse, avaient dénoncé plutôt le danger que les doctrines nazies et la politique d'expansion du Reich présentent pour les Etats successeurs: Tchécoslovaquie, Pologne, Hongrie en particulier.

Face à l'Est communiste et à ses crises

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, une périodisation semble possible pour l'ensemble des rapports entre l'Est communiste et le reste de l'Europe, principalement au niveau des perceptions enregistrées à l'Ouest. De 1945 à la deuxième mort de Staline, le climat de guerre froide accentue la répulsion chez les uns, la séduction pour les autres envers l'Est soumis au communisme; entre 1956 et 1968, le cheminement parallèle des attitudes collectives se poursuit à travers les crises qui dressent les satellites contre le centre; de 1968 à nos jours, la multiplication des dissidences et l'effondrement du système d'intimidation conduisent au dénouement que constituent les événements récents.

Les circonstances dans lesquelles la Suisse s'inscrit progressivement dans un tel schéma d'interprétation sont suffisamment connues. Resté en dehors des bouleversements de la situation militaire de 1939-45, mais soumis à la pression économique de l'Axe, notre pays rétablit en 1946 ses relations diplomatiques avec l'URSS sans parvenir pour autant à les doubler des échanges qui s'établissent normalement entre pays d'économie privée et reconnaissant les principales libertés modernes.

La persistance, dans les relations de la Suisse avec le monde communiste, d'une attitude proche de la politique du cordon sanitaire, mérite quelque attention. En effet, la levée générale des mesures d'interdiction, prises contre les mouvements extrémistes, est décidée en 1945 déjà. Elle légitime le parti communiste sans le légitimer pour autant. Le fait que l'URSS se trouve au nombre des puissances victorieuses de l'Axe et que sa zone d'influence s'étend vers l'ouest accentue une méfiance dont on trouve les traces dans l'attitude négative des Suisses envers l'ONU. Mais le choc majeur est à chercher dans la satellisation inexorable des Etats intermédiaires, situés entre l'Allemagne occupée et l'URSS. La constitution de ce glacis masque rapidement l'effet produit par leur libération.

La victoire initiale du communisme après 1917 avait été analysée, dans la majeure partie de la presse suisse, comme le fruit de circonstances imprévues, parmi lesquelles se trouvait la paix séparée, négociée par l'Allemagne impériale avec les Soviets, pour retarder sa défaite militaire à l'ouest en favorisant la révolution imminente en Russie. La situation est certes différente en 1945, mais elle permet à certains milieux de l'opinion publique, particulièrement dans la partie alémanique du pays, de transférer sur le communisme, associé aux démocraties victorieuses, les sentiments de crainte qu'avait suscités l'encerclement de la Suisse par le Reich hitlérien à partir de 1933. Dans ce sens, il y aurait eu répétition des phénomènes de satellisation et des procédures d'asservissement.

L'anti-communisme que la guerre froide rend plus virulent en Suisse se nourrit également de la croyance en un cumul qui ajouterait aux objectifs stratégiques de l'ancienne Russie l'impérialisme nouveau, fondé sur une idéologie d'Etat. Cet amalgame que la presse d'extrême-gauche avec de faibles moyens intellectuels, s'applique à réfuter, constitue une autre tonalité dominante pour une majorité de la presse helvétique, qui inclut désormais les organes socialistes. Le caractère global des critiques n'estompe pas les nuances partisanes existant entre les journaux. Ils se distinguent, par exemple, sur l'idée que l'épreuve de la guerre froide est sortie ou non de la déchéance d'autres idéalismes. Ou que le regain de faveur qu'a connu le wilsonisme en inspirant la Charte de l'Atlantique, permettra encore de créer un monde sûr pour la démocratie.

Dans une certaine mesure, on retrouve dans l'attitude de la Suisse après 1948, le mélange de retenue diplomatique et d'effervescence idéologique qui avait caractérisé les moments précédemment choisis. C'est plutôt dans les attitudes envers le système monolithique et ses crises ultérieures qu'il faut chercher les indices permettant de déceler un cours nouveau en Suisse à l'égard de cette région. Dictées par la distinction entre la politique de l'Etat neutre et la souplesse de la neutralité morale, des différences profondes peuvent être perçues alors dans les réactions de l'opinion suisse face à la soviétisation initiale de la Hongrie, puis à l'intervention de 1956. Ou comparativement dans le «coup de Prague» de 1948 et l'occupation de 1968.

Les analyses historiques menées sur ces crises ont permis de retrouver, pour une partie de l'opinion publique les réflexes de peur conduisant à ce que H. Lüthy a désigné comme une «politique de cordon sanitaire spirituel». Les différences importantes entre les épisodes d'avant 1950 et ceux survenus après cette date, touchent les effets de la déstalinisation, plus encore la contagion de la liberté en dépit de contacts culturels encore trop limités. D'autre part, il y a réévaluation de l'Empire soviétique comme instrument de domination: tout en gardant une puissance qui s'accroîtra encore, il n'est plus «une révolution en marche» et ses réussites techniques n'empêchent pas la faillite de l'idéologie.

Sur le plan plus général de la politique extérieure suisse, s'opère une convergence plus forte entre les jugements de l'opinion publique organisée, élaborée par la presse et les objectifs de cette politique en raison d'un double mouvement. Pour la forme, la presse exerce son pouvoir de façon plus aiguisée, sans renoncer à utiliser les passions comme le montre la «couverture» des événements de 1956 ou de 1968 par les mass médias. Cependant, cette opinion a des limites, puisque la quasi-totalité des journaux, en 1956 comme en 1968, refusent d'envisager l'intervention soviétique qui se produira effectivement.

Dans un autre registre, celui des idées missionnaires qui ont animé cette politique extérieure à ses débuts, les épisodes qui viennent d'être cités, permettent d'observer la révision qui s'opère dans les anciens stéréotypes. La démocratie helvétique perd le caractère unique qu'elle revêtait dans le jugement des «hommes de 1848», elle n'a plus nécessairement la capacité de

réconcilier les peuples et sa dimension humanitaire sera ramenée à des proportions plus modestes, également en raison d'une diversification des formes de conflits. On notera toutefois, que l'intégration des réfugiés hongrois et tchécoslovaques s'est opérée selon des modalités qui ont relevé encore des anciennes traditions, échappant encore aux querelles plus récentes sur le droit d'asile.

La Suisse et l'Europe de l'Est: bilan économique

Pierre du Bois

Quelle euphorie au lendemain de la chute du communisme à l'Est! Mais depuis, l'enthousiasme est retombé. Les difficultés et les incertitudes auxquelles l'Europe de l'Est est confrontée et les craintes qu'elles éveillent à l'Ouest ont quelque peu refroidi les attentes initiales. Dans l'ensemble, la relance des échanges reste limitée. Les bilans en témoignent. Commerce moins élevé qu'avant les événements. Investissements directs modestes. Joint ventures souvent plus formelles qu'opérationnelles. C'est plutôt la prudence qui domine du côté des industriels, des banquiers, des investisseurs suisses, malgré quelques actions audacieuses. «La conquête de l'Est» - pour reprendre un titre de *L'Hebdo* - n'en est qu'à ses débuts¹.

Il n'en a pas toujours été ainsi. A la veille de la Seconde Guerre mondiale, les échanges avec l'Europe centrale et orientale représentaient 11% du commerce extérieur de la Confédération. Le commerce avec la Tchécoslovaquie dépassait 3% en 1938; avec la Hongrie, la Pologne, la Roumanie et - exceptionnellement - avec les Pays baltes et l'Union soviétique, il était supérieur à 1%. Point de doute, les hommes d'affaires suisses étaient bien implantés en Europe centrale et orientale.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les relations économiques entre la Confédération et l'Europe centrale et orientale, abstraction faite de l'Union soviétique, évoluent sensiblement sous le coup des changements politiques et économiques. Après 1950, les échanges diminuent fortement dans tous les domaines. Alors qu'ils dépassaient encore les 8% du total mondial en 1947, ils tombent à moins de 3% en 1953. Près de quatre fois moins qu'en 1938.

Trop d'obstacles font désormais barrage à des relations économiques intenses. Les intérêts suisses à l'Est sont nationalisés. Les Etats nouvellement communistes sont contraints de réorienter leurs exportations vers l'Union soviétique avec laquelle ils tendent à constituer un ensemble presque autarcique. De plus, l'URSS, conformément à sa stratégie industrielle, borne ses importations en provenance de l'Ouest presque uniquement à des biens d'équipement. Quant aux exportations vers l'Ouest, elles trouvent leur limite dans l'insuffisante qualité des produits offerts par les entreprises orientales. Les mesures de boycott et de réduction des échanges que décident de leur côté les Etats-Unis et leurs alliés dans le cadre du COCOM et que les neutres reprennent à leur compte sous la pression de Washington, contribuent encore à anémier les relations.

Quelle politique commerciale poursuivre alors avec l'Est? La question ne cesse d'être posée en Suisse au cours des années de guerre froide.

¹ L'Hebdo, 13.2.1992.

Première solution, le refus de toute relation. Elle est inspirée par ce que les humoristes appellent la «mentalité de la Ligne Maginot». Solution exactement opposée, celle d'une ouverture totale, que recommandent les communistes suisses et les avocats d'un commerce libéré de toute pesanteur politique. Et, entre deux, la formule de compromis qui consiste dans des relations sous réserve et surveillance en vue d'éviter tout renforcement du potentiel militaire de l'URSS, toute dépendance vis-à-vis de l'Est.

D'une manière générale, ce qui domine, c'est l'esprit de vigilance. Face à la menace que représente l'Est communiste, la droite conservatrice sous la conduite du conseiller national Grendelmeier, mène une action dissuasive contre la relance de la coopération économique. Les autorités elles-mêmes inclinent à des restrictions. Elles sont convaincues que les échanges avec l'Ouest servent avant tout à la création de prototypes, au dépassement de goulots d'étranglement et au renforcement du potentiel économique de la Russie, comme le relève Edwin Stopper, alors chef de la Division du commerce en 1962, devant des parlementaires.

En sens inverse, les avocats du commerce avec l'Est, mélangeant arguments économiques et politiques, font valoir le caractère de propagande indirecte que représentent l'écoulement des produits occidentaux en Europe centrale et orientale, les effets positifs du commerce sur le modus vivendi entre l'Est et l'Ouest, l'incompatibilité d'une stratégie commerciale restrictive avec la neutralité et le manque à gagner - en termes commerciaux - pour la Suisse.

Une détente relative dans les relations économiques intervient au cours des années 70 sous l'influence du rapprochement entre la France, la RFA et les Etats-Unis d'un côté et l'Union soviétique de l'autre. La reprise des affaires est en quelque sorte justifiée par l'idée, chère à l'avocat international Samuel Pisar, de la paix par le commerce. A Helsinki en 1975, l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe comporte un chapitre (ou corbeille) qui porte sur les échanges économiques.

L'amélioration du climat international ne manque pas d'influencer le développement des échanges entre la Suisse et l'Europe centrale et orientale. Augmentation des importations et des exportations. Conclusions d'accords commerciaux dits de la nouvelle génération avec les démocraties populaires entre 1971 et 1975, qui prévoient en particulier la suppression du clearing, le traitement de la nation la plus favorisée, le respect des prix conformes au marché pour éviter le dumping.

En outre, les industriels bénéficient depuis 1958 de la garantie contre les risques à l'exportation, qui a été conçue comme un instrument permanent destiné à aider les exportateurs à se maintenir d'une manière durable sur les marchés.

Mais faute de conditions, d'impulsions et d'intérêts suffisants, les échanges avec l'Est demeurent faibles. Les exportations vers l'URSS stagnent ainsi longtemps à moins de 1% des exportations totales, pour ne croître plus fortement qu'entre 1972 et 1980 et retomber après. Les crédits frappent par leur modestie. 1,6 milliard de dollars en 1971. 4 milliards dix ans plus tard.

«Dans l'optique occidentale (...), les échanges avec l'Est européen n'ont acquis ni quantitativement ni qualitativement une très grande importance» déclare l'ambassadeur Benedikt von Tscharner, délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux, en décembre 1980 à Genève devant la Chambre de commerce et d'industrie².

Seule la Hongrie anticipe l'ouverture. Depuis 1972, elle autorise la mise sur pied de joint ventures, de sociétés mixtes, avec des partenaires locaux. A la fin de 1987, une dizaine d'expériences impliquent des sociétés suisses. Ciba-Geigy, Hoffmann La Roche, Sandoz ont passé des accords de coopération avec des entreprises hongroises. Nestlé, Schindler, Reichle en ont fait de même. Mais, fait à noter, la somme des capitaux investis reste modeste.

Les révolutions de 1989 mettent fin à la division de l'Europe en deux. Désormais, l'économie de marché est reconnue d'Est en Ouest. La nouvelle donne en Europe centrale et orientale ouvre en principe de nouvelles perspectives aux relations économiques et à la coopération. La fin de la guerre froide et les changements dans les régimes de l'Est ont éliminé les obstacles politiques à la reprise des échanges.

Mais l'ampleur du désastre économique et social provoqué par le communisme désarme déjà les espoirs de rapide redressement. L'accroissement de l'instabilité, des désordres, des incertitudes, qui accompagne la transition, précipite encore davantage la désaffection. Souvent, c'est le scepticisme qui domine parmi les industriels et les banquiers. «Les banques dans les affaires avec l'Est: de l'euphorie de la première heure jusqu'au scepticisme à moyen terme: hâte-toi lentement?» titre le mensuel *Schweizer Bank* au printemps 1990³. «A trop attendre que la situation politique se décante et que des garanties juridiques soient mises en place, ne laissons-nous pas le champ libre à des pionniers plus «fonceurs» que nous?» demande Peter G. Rogge, directeur à la Société de Banque Suisse en mai 1990⁴.

Loin de croître, les échanges stagnent ou diminuent. Les crédits tendent à décliner, comme le montrent les bilans de l'Union de Banques Suisses, de la Société de Banques Suisses et du Crédit Suisse. Seul, à Londres, le Crédit Suisse First Boston, poursuit une politique active de conseils et de services, rémunérés à coup d'importantes commissions. Quant aux investissements directs dans l'industrie et plus encore dans les services, ils sont restés insignifiants jusqu'en 1990. Depuis, ils ont quelque peu augmenté là où des conditions de sécurité ont été instaurées. C'est le cas de la Hongrie, de la Tchécoslovaquie et de la Pologne. Mais, en raison de la montée du nationalisme économique à l'Est, leur développement est loin d'être assuré.

Les autorités helvétiques ne sont pas restées à l'écart du mouvement de solidarité avec l'Est qui s'est fait jour en Occident depuis 1989. Aussi bien multilatéralement que bilatéralement, elles ont entrepris de soutenir le

² Ordre professionnel, 10.12.1982.

³ Schweizer Bank, 1990, 4.

⁴ Le Mois, mai 1990

renouveau en Europe centrale et orientale. Dès l'été 1989, elles prennent part aux réunions du Groupe des Vingt-quatre (le G 24) qui, sous la houlette de la Communauté européenne, tente de coordonner les aides bilatérales. Après que, le 9 décembre 1989, à Strasbourg, lors d'un Conseil européen, le président François Mitterrand a lancé l'idée, suggérée par son conseiller Jacques Attali, d'une Banque européenne pour la reconstruction et le développement en vue de promouvoir les investissements productifs et concurrentiels à l'Est, de réduire les risques liés au financement des économies des pays d'Europe centrale et orientale et de faciliter la transition vers une économie de marché, la Suisse fait presque aussitôt connaître son intérêt et son intention de participer aux négociations. En mai 1990, le Conseil fédéral approuve l'adhésion de la Confédération à la BERD qui implique une contribution de 410 millions de francs au capital de la nouvelle banque.

A l'initiative de Berne, un schéma de rapprochement avec l'Est est élaboré dans le cadre de l'AELE dès avril 1990 afin de favoriser l'accès des pays d'Europe centrale et orientale au libre-échange, voire leur adhésion, comme membre de plein droit, à l'association. Mais, limite de la démarche, il exclut l'agriculture, alors même qu'elle représente un secteur traditionnel d'exportation en Hongrie et dans une moindre mesure, en Tchécoslovaquie et en Pologne.

La Confédération met encore sur pied un programme bilatéral d'assistance destiné prioritairement à la Hongrie, à la Pologne et à la Tchécoslovaquie sous la forme d'un crédit de 250 millions de francs, qui est voté par les Chambres au printemps 1990. En été 1991, elle annonce un nouveau crédit d'un montant de 800 millions de francs ouvert à toute l'Europe centrale et orientale - à l'exception de l'URSS «qui est la question la plus grave» selon les termes mêmes de René Felber, chef du Département fédéral des affaires étrangères⁵.

Enfin, Berne s'attache à renforcer la sécurité des investissements suisses à l'Est en concluant des accords de protection des investisseurs qui assurent aux opérateurs économiques suisses un traitement sur pied d'égalité avec les entrepreneurs locaux.

Ce qui demeure, malgré les incertitudes, c'est la nécessité de préserver la paix et l'ordre en Europe, d'éviter un nouveau fossé entre riches et pauvres et de prévenir une émigration massive des Estiens en Europe occidentale. Il dépend des pays de l'Est d'offrir un certain nombre de garanties pour la relance des échanges commerciaux et des investissements suisses à l'Est. Mais il dépend aussi de la Suisse de contribuer au renforcement de la coopération et des échanges. Faute d'encourager à tous les niveaux le développement en Europe centrale et orientale, c'est l'équilibre de toute l'Europe qui risque d'être mis à mal.

La renaissance démocratique et les obstacles invisibles

André Liebich

Il est décourageant de parler des obstacles à la démocratie dans les pays qui ont connu la plus remarquable révolution démocratique de notre époque. Il est encore plus décourageant d'évoquer les obstacles qui relèvent non pas du passé récent ou lointain mais qui accompagnent cette transformation démocratique et qui sont inscrits au cœur de ce mouvement. Pourtant, l'évolution actuelle des idées et en particulier les idées sur l'organisation de la vie économique dans les pays de l'Europe de l'Est, nous oblige de nous interroger sur certains aspects de la nouvelle orthodoxie qui a réussi à s'imposer de manière si rapide et si impérieuse à travers la région.

L'Europe de l'Est a découvert le libéralisme économique ou du moins, une variante de celui-ci. Nous ne nous attarderons pas sur les mécanismes d'application de cette doctrine ni sur le décalage entre les principes de l'économie politique libérale classique et les notions qui passent pour libérales aujourd'hui. Qu'il suffise d'évoquer les mots-clés de la nouvelle pensée économique à l'Est - marché, concurrence, privatisation - et de citer une déclaration typique d'un haut fonctionnaire de la nouvelle école: «Dans les pays post-communistes, la privatisation doit être une fin en soi... Le but c'est de dépouiller (to strip) l'Etat de ses droits de propriété¹.»

Il est incontestable que le démantèlement du Leviathan économique hérité de l'époque communiste représente une priorité absolue pour les nouveaux régimes. On pourrait même dire que cette réorganisation, y compris le processus de privatisation, s'opère trop lentement. Le problème auquel nous nous intéressons ici, réside selon nous, non pas dans le processus de restructuration tel qu'il se déroule actuellement mais dans les prémisses qui l'anime, les expectatives qu'il crée et les orientations futures qu'il dicte. Ce qui menace la démocratie en Europe de l'Est n'est pas la privatisation, la concurrence et le marché mais la nouvelle idéologie qui anime ces changements et qui déferle à travers l'Europe de l'Est.

II

En ce qui concerne les failles conceptuelles de la nouvelle orthodoxie économique à l'Est, c'est la voix critique du doyen de la pensée politique pluraliste, Karl Popper, qui attire l'attention en premier. Ennemi redoutable du marxisme, du hégélianisme et des autres systèmes de pensée de type «holistes», défenseur passionné de la «société ouverte», Popper a consacré sa vie à la lutte intellectuelle contre les principes sur lesquels reposaient les régimes marxistes. L'effondrement de ces régimes est le triomphe de la cause que Popper incarne.

¹ Dusan TRISKA, ministre adjoint des Finances de la Tchécoslovaquie, cité dans (Reuters) «Prague Readies Vouchers for Stock Blueprint», *International Herald Tribune*, 29/30, décembre 1990.

On ne peut donc pas ignorer la critique que Popper adresse aux nouveaux régimes de l'Est. Dans une entrevue récente, Popper révèle toute son inquiétude devant ce qu'il considère comme une nouvelle tentative de manipulation sociale (social engineering)². Ce n'est pas une question de substituer un système socio-économique pour un autre comme les Européens de l'Est semblent le croire, insiste Popper. Il s'agit plutôt, dit-il, d'apprendre à raisonner dans des catégories entièrement différentes car on ne peut pas décréter le capitalisme, pas plus qu'on n'a pu décréter le socialisme. En fait, poursuit Popper, tout programme théorique et global de transformation sociale est voué à l'échec dès le départ parce qu'il ne peut pas tenir compte des conséquences imprévisibles et imprévues. Si l'on veut éviter la catastrophe, les changements sociaux et économiques ne peuvent se réaliser que de manière graduelle et empirique. Popper conclut avec une recommandation pour le moins surprenante: «Ne démantenez pas vos vieilles usines, dit-il, continuez avec le système existant tant qu'un autre système ne l'a pas remplacé naturellement.»

Jusqu'à présent les accusations de manipulation sociale et de dogmatisme s'adressaient aux systèmes socialistes. Le retourment de ces accusations contre les régimes qui se veulent capitalistes nous amène à chercher un certain parallélisme entre l'état d'esprit qui préside aux changements d'aujourd'hui et celui qui régissait les transformations d'hier. Pour citer le politologue américain, Adam Przeworski, si l'on remplace «nationalisation des moyens de production» par «propriété privée» et «plan» par «marché» les structures de l'idéologie demeurent intactes³. Certes, ces parallèles atteignent rapidement leurs limites, ne serait-ce que parce que les nouveaux régimes est-européens n'emploient pas la violence pour réaliser les politiques économiques. Force est de conclure, néanmoins, que les croyances économiques d'hier et d'aujourd'hui possèdent un dénominateur commun. Les deux reposent sur la conviction qu'il existe un chemin unique et connu d'avance pour atteindre les objectifs définis et que la politique économique consiste à appliquer un principe idéologique qui, lui, échappe à l'examen.

III

Si les fondements conceptuels de la nouvelle idéologie ne résistent pas à l'accusation de dogmatisme, l'articulation de la doctrine n'échappe pas non plus à un théoricisme inconditionnel. Sur ce plan aussi, la comparaison avec les croyances du passé récent est inévitable. Comme dans un miroir, l'utopie socialiste est remplacée par une utopie capitaliste et les nouvelles autorités, comme leurs prédécesseurs, continuent de justifier les sacrifices présents et réels au nom d'un avenir radieux mais théorique.

² The Best World We Have Yet Had: George Urban Interviews Sir Karl POPPER, «Rapport on the USSR», le 31.5.1991.

³ Adam PRZEWORSKI, «The 'East Becomes the South?' The 'Autumn of the People' and the 'Future of Eastern Europe». PS: *Political Science and Politics*, mars 1991, p. 23.

La nouvelle idéologie économique, importation directe de l'Occident, tire tout son prestige du succès économique des pays occidentaux. Or, dans sa pureté théorique et dans son élégance formelle, cette idéologie caricature bien plus qu'elle ne reflète la réalité des économies occidentales. On aurait beau chercher un pays occidental caractérisé par la privatisation intégrale, la concurrence inconditionnelle et le marché parfait, tels que dictés par la théorie. Ce n'est pas non plus parmi les nouveaux pays industriels les plus dynamiques que l'Etat se contente de jouer un rôle effacé⁴.

Cette nouvelle doctrine économique n'est donc pas fondée sur l'expérience concrète des pays occidentaux. C'est une importation abstraite élaborée dans les institutions économiques internationales et véhiculée par les économistes parfaitement extérieurs aux réalités qu'ils cherchent à transformer. Elle ne tient compte ni du développement historique des économies occidentales, ni des conditions sociales requises pour l'émergence du capitalisme⁵. Elle est nullement respectueuse des spécificités des pays concernés car du point de vue de ces économistes, les pays de l'Est ne représentent qu'un cas d'application d'une doctrine universelle. Si cette doctrine est adoptée par les dirigeants est-européens eux-mêmes, c'est soit parce qu'ils ignorent le fonctionnement réel des économies occidentales, soit parce qu'ils partagent la conviction et le zèle des théoriciens étrangers.

IV

Mais ce ne sont pas les failles conceptuelles ou empiriques de l'idéologie néo-libérale en vogue à l'Est qui nous concernent principalement. Ce sont surtout les conséquences politiques de cette orthodoxie qui nous préoccupent.

Les principes de marché, concurrence et privatisation sont inextricablement liés, dans l'esprit des populations concernées, au rêve du bien-être généralisé. En dernière analyse, ces principes n'ont de raison d'être que s'ils mènent à l'amélioration du standard de vie à tous les niveaux de la société, à l'enrichissement collectif et à la prospérité générale. Même si les nouveaux dirigeants semblent parfois oublier que les principes économiques qu'ils invoquent et les politiques économiques qu'ils pratiquent représentent autant de moyens vers les buts sociaux et non pas des fins en soi - on n'introduit pas la concurrence pour la concurrence ou la privatisation pour la privatisation - les populations concernées ne perdent pas de vue la finalité recherchée.

Or, il existe un capitalisme pauvre. De nombreux pays, dotés de ces institutions que les pays de l'Est cherchent à introduire aujourd'hui, tels que

⁴ Certes, Robert H. BATES exagère en disant que «Studies of some of the most successful of the world's open economies reveal that they are more likely to resemble contemporary socialist systems than the market economy of Smith's liberal republic». «Beyond the Miracle of the Market: The Political Economy of Agrarian Development in Kenya», *Cambridge University Press*, 1987, p. 4.

⁵ Voir, à cet égard, l'entretien de Vassili LEONTIEF, prix Nobel de l'économie, qui rejoue Popper sur l'impossibilité de décrire le capitalisme, «Gorbachev Economiste?» *Politique internationale* 50, hiver 1990-91.

le marché et l'entreprise privée, n'ont jamais atteint le stade du «capitalisme du super-marché» et ne l'atteindront vraisemblablement pas dans un avenir prochain⁶. Si les pays de l'Est aiment se comparer à l'Espagne, ancienne dictature pauvre devenue rapidement une démocratie prospère, ils ne peuvent pas éviter la comparaison avec d'autres pays moins heureux, par exemple en Amérique latine.

Evidemment, l'échec ou l'ajournement de l'entrée des anciennes démocraties populaires dans le club des pays riches décevra les expectatives matérielles des Est-Européens et rendra les privations dont ils souffrent d'autant plus pénibles. Mais c'est le prix politique de cette déception qui sera le plus élevé. A tort ou à raison, l'exemple des pays occidentaux a créé une identité inextricable entre prospérité et démocratie dans les esprits est-européens. Les concessions inévitables et les compromis difficiles de la vie démocratique à l'Est sont acceptés au niveau populaire, non pas en tant que règles incontestées du jeu politique mais en tant que partie intégrante d'une transformation unique qui englobe autant la prospérité qu'elle promet. Si la promesse n'est pas tenue, il est peu probable que l'idée démocratique continue de jouir du consensus qui est le sien aujourd'hui.

A terme, la faillite éventuelle du projet économique néo-libéral mettrait en cause la démocratie est-européenne, non pas à cause des qualités intrinsèques du projet mais à cause de l'identité que nous avons évoquée. Par ailleurs, quelque soit l'issue de ce projet, il y aura un prix immédiat à payer pour l'avoir entreprise. D'après Vaclav Havel le plus grand problème à l'Est est celui de la «pollution morale». Or, le projet néo-libéral ne contribue en rien à la résolution de ce problème. Au contraire, les valeurs mises en avant par l'orthodoxie économique d'aujourd'hui - les valeurs propres à l'*homo oeconomicus* classique - sont incompatibles avec les idéaux d'humanisme et de solidarité sociale qui font déjà défaut dans la société post-communiste. Non pas seulement que la doctrine économique dominante ne contient pas en elle-même un projet de société valable, mais cette doctrine - avec son accent sur l'intérêt individuel, la rivalité, et l'appât du gain - frustrer les aspirations vers une société meilleure.

V

Les pays de l'Est se trouvent aujourd'hui devant le dilemme suivant: la nouvelle orthodoxie économique à laquelle ils ont adhéré, avec plus d'enthousiasme que de réflexion, représente une entrave au développement des sociétés est-européennes; l'ancienne orthodoxie, celle de la planification et des entreprises étatisées est bien enterrée et ne saurait être ressuscitée.

C'est dans ces conditions que les nouveaux dirigeants et les nouveaux intellectuels est-européens pourraient être appelés à faire preuve de créativité

⁶ L'expression est de Popper. Przeworski maintient que 60% du monde habite des pays qui sont à la fois capitalistes et pauvres.

et d'imagination. Dans des circonstances à certains égards analogues en Allemagne d'après-guerre, les économistes ont élaboré une notion d'«économie de marché sociale» (Soziale Marktwirtschaft). Caractérisée par certains comme une «formule géniale vide» le concept avait l'immense mérite de rendre acceptable le principe de l'économie de marché à un peuple réfractaire, en qualifiant et en adoucissant ce principe⁷. Un effort de conceptualisation semblable s'impose aujourd'hui en Europe de l'Est.

Selon l'historien français, François Furet, tout le drame des révoltes est-européennes de 1989 n'a abouti à l'émergence d'aucune nouvelle idée, n'a offert aucune vision sociale alternative. Il serait bon que les Européens de l'Est infirment cette affirmation⁸.

⁷ Wolfgang PRESS, «Geniale Lehrformel» *Die Zeit*, le 28.6.1991.

⁸ Cité dans Ralf DAHRENDORF, «Reflections on the Revolution in Europe», Londres: Chatto & Windus, 1990, p. 23.

La différenciation politique du Forum civique en Tchécoslovaquie

Miroslav Novak

Introduction

L'objectif de ce travail est d'analyser certains aspects du retour au pluralisme politique en Tchécoslovaquie, en particulier l'évolution et la différenciation politique du Forum civique, mouvement né à Prague au cours de la révolution de novembre 1989, constituant un front politique commun pour la démocratie.

La transition au pluralisme dans une perspective comparative

Ce qui change le plus d'un pays de l'Europe de l'Est à l'autre, c'est *l'attitude du pouvoir*. En Hongrie, le pouvoir communiste était le plus prêt aux changements démocratiques. En Pologne, la différence entre «eux» et «nous» était plus grande mais l'opposition très puissante a contraint depuis longtemps le pouvoir à composer avec elle. Enfin en Tchécoslovaquie (tout comme en RDA) le pouvoir était résolument opposé à tout changement démocratique. En s'appuyant sur les idées de G. Hermet, on peut distinguer entre trois modes de transition idéaltypiques: 1. la transition *octroyée* où le pouvoir lui-même commence à conduire le processus de démocratisation, 2. la transition *cogérée* où le pouvoir participe à ce processus, et enfin 3. la transition *imposée* au pouvoir par l'élite contestataire, par la mobilisation populaire ou par la pression étrangère. Relevons que la transition imposée n'implique pas nécessairement le recours à la violence.

Il n'y a aucune transition octroyée en Europe de l'Est, mais c'est le cas hongrois qui s'en approche le plus. Le cas polonais relève en grande partie de la transition cogérée. Enfin les changements en Tchécoslovaquie et en RDA correspondent, pour l'essentiel, à la catégorie de la transition imposée.

Selon T. Lynn Karl et Ph. C. Schmitter, le mode de transition choisi peut déterminer entre autres, dans une mesure appréciable, quels types de démocraties verront le jour et s'ils pourront ou non se consolider¹. Sans aller aussi loin on peut émettre quelques hypothèses. La démocratie peut se stabiliser et se consolider plus rapidement là où la transition s'est déroulée par pacte, c'est-à-dire où le pouvoir a pris une part active à la démocratisation (ainsi dans le cas des transitions octroyées ou cogérées). En revanche, dans un pays comme la Tchécoslovaquie où la transition a été imposée et où elle n'a pu avoir lieu que sous l'impulsion des pays voisins, en particulier de la RDA, et lorsqu'il devient clair que l'Union soviétique laisse faire et tolère les changements, la stabilisation de la situation dépend encore plus étroitement d'un environnement international favorable (du moins au début).

¹ Cf. T. Lynn KARL, Ph. C. SCHMITTER, «Les modes de transition en Amérique latine, en Europe du Sud et de l'Est», *Revue internationale des sciences sociales*, Unesco, N° 128, mai 1991, p. 285.

Si cette condition est remplie, ce qui paraît bien être le cas aujourd’hui, la démocratie s’y consolidera probablement sans trop de problèmes. Dans le même sens, à condition que toutes les autres circonstances soient par ailleurs égales, on peut estimer que la différenciation politique peut se mettre en marche plus promptement après les transitions octroyées ou cogérées qu’après les transitions imposées. En Hongrie on n’avait plus besoin d’un large mouvement politique face au parti communiste. Même en Pologne, la différenciation du syndicat Solidarnosc a pu se faire plus vite que la différenciation du Forum civique en Tchécoslovaquie. Le cas est-allemand ne réfute pas cette hypothèse, car l’appui ouest-allemand y était plus important que tout le reste.

Le pluralisme politique se rétablit de la façon la plus classique et la plus rapide en Allemagne de l’Est, mais c’est sous l’influence de l’Allemagne fédérale. En deuxième position figurerait la Hongrie où les deux forces politiques principales, le Forum démocratique et l’Alliance des démocrates libres, correspondant aussi aux clivages politiques traditionnels, sont nées déjà avant 1989. Cela s’explique par le fait que le divorce entre le pouvoir communiste et la société civile était en Hongrie le moins profond de tous les pays de l’Europe du Centre-Est; et après le réformisme gorbatchévien, la Hongrie n’avait même pas besoin d’une grande pression populaire pour se démocratiser. En troisième position viendrait la Pologne où la société civile représentée par Solidarnosc et l’Eglise catholique, est si puissante que le pouvoir est obligé de faire des concessions, de participer aux tables rondes, etc., et où la différenciation au sein du syndicat indépendant, entre les partisans conservateurs de Walesa et les partisans libéraux de Mazowiecki peut se faire jour assez tôt.

En Tchécoslovaquie, qui arrive en quatrième place, c'est-à-dire après la Pologne, la rigidité du parti communiste, traditionnellement fort et de plus épuré durant la normalisation à la suite de l'invasion soviétique, explique que - contrairement à la Hongrie - il ait fallu une pression populaire puissante. Or, la contestation étant d'habitude infiniment plus faible en Tchécoslovaquie qu'en Pologne², l'attente devait être plus longue pour voir les Tchèques et les Slovaques descendre massivement dans la rue.

Quelques années après la venue de Gorbatchev au pouvoir en URSS, il devient évident que l'équipe communiste tchécoslovaque arrivée sur place avec les chars de l'armée rouge, ne correspond plus à l'orientation politique

² Rappelons que le Forum civique est l'héritier et le successeur de la dissidence. Cette dernière est représentée notamment par le groupe «Charte 77», proclamé le 1^{er} janvier 1977 sous la forme du manifeste en faveur du respect des droits de l'homme et signé à l'origine par quelque 240 personnes. Ce groupe, avec ses trois porte-parole remplacés assez régulièrement une fois par année, ne recueille pas beaucoup de partisans déclarés ouvertement (signataires du manifeste constitutif) mais il est actif et jouit du crédit de la population qui hésite toutefois à s'engager le visage découvert dans un combat qu'elle croit longtemps perdu d'avance et sans espoir. Le nombre des signataires de la Charte 77 augmente au compte-gouttes mais, tout de même, en 1979, il atteint un millier, pour se stabiliser plus ou moins peu après (encore au début de 1988, le nombre total des signataires n'était que d'environ 1'300). C'est peu de chose par rapport au nombre d'adhérents du syndicat indépendant Solidarnosc en Pologne.

soviétique; c'est alors seulement que l'opposition en Tchécoslovaquie devient plus nettement politique et surtout qu'elle trouve sensiblement plus de personnes prêtes à participer à une activité qui - même en Tchécoslovaquie - paraît tout à coup moins désespérée qu'auparavant.

Le début de la révolution démocratique à Prague ressemble assez à ce qui s'est passé peu avant en Allemagne de l'Est: une mobilisation populaire rapide forçant en peu de temps le pouvoir à se soumettre à ses exigences. Par la suite, la différenciation politique selon le clivage gauche-droite sera institutionnalisée plus tardivement en Tchécoslovaquie, car cette dernière n'a pas de frère en Occident, comme la RDA, qui puisse accélérer le processus et remplacer par ses institutions politiques l'opposition (le Nouveau Forum), qui fut du reste en Allemagne de l'Est mal préparée à assumer le pouvoir.

Le Forum civique au pouvoir

Le Forum civique et son équivalent en Slovaquie, le mouvement appelé le Public contre la violence, sont des *mouvements politiques virtuellement hétérogènes unis dans les jours révolutionnaires par leur objectif commun*: rétablir la démocratie pluraliste. Réussiront-ils à garder leur position acquise pendant la «Révolution de velours»?

Le Forum civique perd déjà avant les élections législatives plusieurs de ses composants d'origine: les partis social-démocrate et chrétien-démocrate le quittent déjà en mars 1990, pratiquement en même temps, pour pouvoir présenter un programme plus précis que le Forum civique, qui, de par son caractère hétéroclite, doit souligner les objectifs communs les plus généraux («retour en Europe», etc.). Le parti libéral-démocratique, lui, choisit de se séparer du Forum civique tout de suite après les élections législatives de juin dernier.

Ces processus suggéreront alors à certains observateurs l'idée que le Forum civique céderait bientôt le pouvoir à d'autres partis ayant un programme bien déterminé (union démocrate-chrétienne, écologistes, etc.). Durant un moment, la coalition démocrate-chrétienne n'est plus éloignée dans les sondages que d'un petit point du Forum civique. Toutefois selon les sondages ultérieurs, la coalition du Forum civique et du Public contre la violence progresse régulièrement au cours du dernier mois pendant lequel les sondages sont autorisés, c'est-à-dire en mai 1990. Créditée de 25% selon les sondages du 27 avril au 3 mai, 32% quinze jours après, 39% dans la période immédiatement suivante (18 au 25 mai), 42% aux ultimes sondages du 28 au 31 mai, elle obtient aux élections plus de 46% des suffrages et la majorité absolue des députés.

Cette victoire très nette du Forum civique aux élections législatives auxquelles 96% (!) des électeurs ont participé, a obligé à reposer autrement la question de la différenciation politique. Au lieu de se manifester par des partis différents, la pluralité des courants et des orientations apparaît désormais principalement au sein du Forum civique.

Comment la différenciation politique apparaîtra-t-elle maintenant, lorsqu'un seul mouvement détient la majorité absolue? est-ce une menace pour la démocratie naissante, comme l'affirment les adversaires du Forum civique? s'agit-il au contraire d'une chance pour accélérer la transition et éviter de se perdre dans les querelles partisanes, ainsi que l'estiment de nombreux sympathisants du Forum civique? («Les partis sont pour les militants [straniky], le Forum est pour tous», disait le célèbre slogan électoral du Forum civique.) On ne peut qu'approuver les paroles de Jacques Rupnik selon lequel la vraie victoire du Forum civique comme mouvement devant garantir la résurrection de la démocratie en Tchécoslovaquie ne sera que sa disparition. Les groupes rendus indépendants de lui, constitueront alors les fondements du nouveau pluralisme politique³.

Evolution du Forum civique

Le temps des incertitudes

Est-ce que le Forum civique va représenter un mouvement politique provisoire, destiné à assurer le déroulement optimal de la transition politique, qui après avoir rempli cette tâche, laisserait sa place aux divers partis politiques plus traditionnels (anciens ou nouvellement créés, certains naissant peut-être par détachement du Forum civique)? ou bien voudra-t-il plutôt se maintenir longtemps et jouer éventuellement le rôle du «parti prédominant pragmatique», pour employer le terme de G. Sartori⁴?

Trois facteurs jouaient en faveur de cette dernière possibilité. D'abord, l'effet politique du mode de scrutin aux élections législatives. Certes, on a choisi la représentation proportionnelle. Toutefois, comme cette dernière pourrait contribuer à l'émettement du système des partis, on a fixé le seuil minimal en dessous duquel les listes ne sont pas admises au Parlement fédéral à 5% des suffrages exprimés (en imitant sur ce point l'Allemagne fédérale), ce qui a éliminé les petites formations. Les groupes rassemblés au sein du Forum civique n'avaient par conséquent pas intérêt à se détacher de lui.

De plus, il ne faut pas oublier la peur d'un succès électoral du parti communiste, qui avec ses quelques 13 ou 14% aurait pu devenir le premier parti dans les pays tchèques si le Forum civique avait éclaté.

Enfin le Forum civique bénéficiait de la personnalité charismatique de son leader Václav Havel devenu président de la République, qui a réussi au début à arbitrer les tensions entre les courants divers du Forum civique, tels qu'ils se manifestaient entre ses représentants au sein du gouvernement. Du reste Havel, influencé par son expérience de la dissidence, n'a caché ni ses

³ Cf. *Respekt*, № 15/1992 du 20.6.-26.6.1990, p. 2, cité par J. TICHY.

⁴ Comme le note G. EKIERT, «These groups (Civic Forum, National Salvation Front) represent a loose association of political actors with different political orientations and sooner or later will have to decide either to transform themselves into a hegemonic political party or to split along major political lines.» G. EKIERT, «Democratization Processes in East Central Europe: A Theoretical Reconsideration», *British Journal of Political Science*, Vol. 21, Part 3, July 1991, p. 312.

préférences pour un large mouvement informel ni sa méfiance à l'égard des partis politiques⁵, même s'il était conscient qu'un mouvement comme le Forum civique ne pourrait pas subsister tel quel indéfiniment.

Au lieu de conduire le pays vers des élections libres et de favoriser ensuite les partis et mouvements politiques naissants ou existants, le Forum les a presque tous écrasés. Après les élections, le Forum aurait pu se dissoudre. Mais il ne l'a pas fait; les représentants du Forum civique ont été soulagés d'avoir triomphé et ont laissé pourrir la situation au Forum. Et ce n'est que pendant ce pourrissement que le Forum a commencé à se scinder, à contre-cœur, par nécessité, tard, au lieu de le faire spontanément, à temps, dans la bonne humeur. C'est ce qu'estime Monsieur Petr Pithart, Premier ministre du gouvernement tchèque, devenu plus tard aussi Vice-président du Mouvement civique, selon lequel par conséquent «les plus grandes fautes incombent au Forum civique, c'est-à-dire à la force qui détient la plus grande responsabilité de ce qui s'est passé, de ce qui se passe et de ce qui se passera»⁶.

Le Forum civique n'aurait pas dû tirer de sa victoire électorale la conclusion qu'il faut continuer la même politique que celle menée jusqu'alors par le premier gouvernement post-révolutionnaire, celui de «l'entente nationale». Car, comme l'a bien compris par exemple Monsieur I. Gagal, chercheur du Groupe pour l'analyse sociale indépendante (AISA), qui est devenu plus tard membre de la Chancellerie du président de la République Vaclav Havel, le premier gouvernement post-communiste avait pour tâche d'abolir le monopole du Parti communiste tchécoslovaque dans l'exercice réel du pouvoir, mais en même temps de maintenir la stabilité des structures en place, alors que le nouveau gouvernement issu des élections doit changer radicalement ce système⁷.

⁵ Il est bien connu que V. Havel préfère systématiquement les personnalités aux partis politiques. On peut citer d'innombrables déclarations à ce sujet. Bornons-nous à l'une d'elles, provenant d'une conférence de presse du 19 décembre 1989, donc encore avant son élection, lorsqu'il était interrogé en tant que candidat au poste de chef de l'Etat: «Cette question (...) me donne la possibilité de confesser l'idéal personnel que j'ai essayé d'esquisser dans mes divers textes à l'époque où j'étais un simple dissident (...). A mon avis, les personnalités devraient jouer à l'avenir un rôle de plus en plus grand, alors que les partis politiques devraient jouer un rôle de moins en moins important. Les partis politiques devraient, d'après mes idées et mes idéaux, n'avoir que le rôle d'une sorte de clubs dans lesquels les personnalités politiques naissent, se profilent, se présentent, mais les partis politiques ne devraient pas directement participer au pouvoir parce que cela mène à une sorte d'anonymisation du pouvoir. Le seul salut de cette civilisation consiste à mon avis en ce que l'homme (la personne, la personnalité humaine concrète) soit libéré de la manipulation de toutes les méga-structures que l'homme moderne a inventées et qui aujourd'hui le détruisent.» (cité d'après *Inforum* № 4/2989, du 22.12.1989). L'*Inforum* était le bulletin d'information du centre des coordination du Forum civique. Je l'ai consulté aux Archives centrales d'Etat à Prague.

⁶ Cité selon l'interview avec P. PITHART, «Ceska politika a dnesek», *Mlada fronta* (MF), 23.2.1991, p. 2.

⁷ Cf. l'entretien avec Monsieur I. GABAL «Otevrenosti proti obavam», *Respekt* № 17/1990 du 4.7.-10.7.1990, p. 5.

C'est dire que la ligne centriste et «neutraliste» du Forum civique, qui était au début nécessaire pour intégrer toutes les forces démocratiques, a échoué dans une phase ultérieure, lorsqu'il s'agissait de procéder à une transformation économique radicale. La réalisation de la transition rapide à l'économie de marché n'est sans doute pas possible sans adoption de positions politiques précises, univoques et sans les priorités correspondant à la politique économique. Le Forum civique devrait alors, pour pouvoir agir avec efficacité, trouver un profil politique en rapport avec son orientation économique nouvelle dans des conditions transformées.

Selon Monsieur Gagal, l'erreur commise par le Forum civique est qu'il a beaucoup hésité, il a manqué la période optimale pour déclencher cette transformation économique radicale à l'époque où elle avait le soutien quasi général de la population. Le gouvernement slovaque a profité du rythme lent des réformes économiques dans sa lutte pour l'autonomie politique et administrative. C'est parmi les habitants slovaques que le soutien public aux changements économiques drastiques a diminué plus vite que dans les pays tchèques. Déjà avant les élections, le mouvement slovaque Le public contre la violence - de peur des conséquences électorales négatives - a hésité à parler de la réforme économique. Il est apparu clairement quelques mois après les élections législatives de juin 1990 que la politique économique fédérale unique ne jouissait plus de l'unanimité d'autan.

Le scénario gouvernemental de la réforme économique, tel qu'il est conçu, presuppose un Etat quasiment unitaire, alors que les dirigeants slovaques se contentent de moins en moins de la fédération et souhaitent de plus en plus une confédération de deux républiques pratiquement indépendantes. De là proviennent les «querelles de compétence», c'est-à-dire les querelles concernant les compétences respectives du gouvernement fédéral et des gouvernements nationaux slovaque et tchèque.

Rappelons que deux courants se sont affrontés au Forum civique au sujet de la réforme économique. D'après le premier courant («social», pour parler comme Monsieur I. Gabal), qui est incarné par Valter Komarek, Vice-premier ministre du premier gouvernement fédéral après les événements de novembre 1989, il faut procéder assez lentement, par étapes et prudemment. Le second courant («radical»), dont le porte-parole fut dès le début le ministre fédéral des Finances Vaclav Klaus, prônait au contraire une thérapie de choc. Mais il fallait alors trancher pour l'une ou l'autre variante. La différence entre leurs priorités est insurmontable, souligne Monsieur Gabal⁸. C'est le second courant (radical ou néo-libéral) qui l'a emporté assez nettement, de sorte qu'on peut parler d'un consensus majoritaire fort en faveur de la conception du ministre fédéral des Finances, personnalité forte et de surcroît longtemps populaire chez beaucoup de Tchèques (mais très impopulaire chez les Slovaques). Cette adhésion à la conception économique du ministre Klaus s'est manifestée entre autres par sa brillante élection au poste de président du Forum civique.

⁸ Cf. I. GABAL, «Porazeni nepratelé a politici odpurci», in: *Respekt*, N° 30/1990, du 3.10.-9.10.1990, p. 7.

Le forum civique de V. Klaus

C'est précisément l'élection, survenue durant le congrès du Forum civique le 13 octobre 1990⁹, de Monsieur V. Klaus, ministre fédéral des Finances, au poste de président du Forum civique, qui a marqué le *passage progressif d'un mouvement large à un parti politique* ayant une structure et une orientation politique claires. Cette élection constituait une surprise pour beaucoup de monde. C'est un secret de polichinelle que le Conseil du Forum avait proposé un autre candidat, Monsieur Martin Palous, ancien porte-parole de la Charte 77, et que ce dernier avait également les faveurs du chef de l'Etat, qui fut jusqu'alors le leader incontesté (bien qu'informel) du Forum civique. Or les délégués régionaux en ont décidé tout autrement que les bureaucrates de la capitale fédérale: Monsieur Palous n'a recueilli que 52 voix contre 115 pour Monsieur Klaus. Monsieur Klaus a donc obtenu presque 70% des suffrages des 167 délégués.

Quelle signification accorder à la victoire éclatante de Monsieur Klaus? d'abord, un visage plus défini du Forum civique, qui n'était jusqu'alors qu'un conglomérat des conceptions les plus variées, alors que Monsieur Klaus a une vision bien à lui, qu'il entend de faire prévaloir avec beaucoup d'énergie et même d'après ses adversaires, avec arrogance. Sa vision radicale de la transformation économique, très proche de la conception ultra-libérale friedmanienne (Monsieur Klaus est un ami personnel de Milton Friedman) aura sans doute plus de chances de passer au moment où il devient le président du mouvement qui détient la majorité absolue au Parlement.

Le prochain Congrès du Forum civique, qui a lieu le 12 janvier 1991, décide la *transformation d'un mouvement large en parti*, suivant le souhait de Monsieur V. Klaus. Cette orientation est soutenue non seulement par la plupart des délégués du Congrès, mais aussi par la majorité relative de l'opinion publique, ainsi que le montrent les sondages. 126 des 175 délégués du Congrès ont tranché pour le parti. Une majorité bien plus courte (73 contre 65) a décidé que le Forum n'aura que des membres ordinaires, individuels et exclusifs (et non pas des membres collectifs ou libres pour ceux qui voulaient continuer à travailler avec le Forum et participer à ses réunions, mais ne désiraient pas s'engager entièrement dans le parti). Une petite concession néanmoins: les sympathisants peuvent prendre part au travail des Forums civiques locaux.

Monsieur Klaus, soutenu fortement par les délégués régionaux de son mouvement (parfois contre le souhait des membres fondateurs du Forum civique, issus des mouvements dissidents), a proposé un programme assez clair. Il rejette «toutes les tendances socialisantes, romantiques, les troisièmes voies en économie et en politique, les idées expérimentales des initiatives civiques, les réformismes communistes, etc.» et accepte au contraire «les principes fondamentaux soulignés par les partis politiques se trouvant à droite du centre politique». Le contraste avec les opinions du chef de l'Etat saute aux yeux. Pour le nouveau parti présidé par V. Klaus cela signifie du

⁹ Sur ce congrès du Forum civique, cf. *Inforum* (bulletin d'information du Centre de coordination du Forum civique), N° 44/1990, du 17.10.1990.

même coup que deux de ses composants d'origine se trouvent exclus de fait sinon de droit, du Forum civique nouvelle manière, à savoir l'Alternative de gauche, de tendance trotskiste, représentée par Monsieur Uhl et le mouvement Renouveau regroupant les partisans du communisme réformiste.

Progressivement, trois courants restants se sont institutionnalisés au sein du Forum civique: le premier fut le *Club interparlementaire de la droite démocratique*, annoncé en octobre 1990 et représenté par Messieurs Bratinka et Kroupa. Il soutient - mais pas de façon inconditionnelle - Monsieur Klaus, président du Forum.

Le Club interparlementaire de la droite démocratique regroupe les députés d'orientation libérale, conservatrice et similaire. Outre les principes économiques libéraux, il met en valeur aussi la nécessité de fixer les compétences des deux républiques nationales à partir des compétences de la fédération, ce qui n'est pas en contradiction avec l'exigence que la fédération soit l'expression de la volonté des peuples et nationalités particuliers. Les signataires insistent sur le maintien de la fédération et déplorent que les querelles de compétence troublient le déroulement de la réforme économique.

La déclaration recommande les rapports avec les pays de l'OTAN, le respect des conventions internationales sur les droits de l'homme, y compris les droits des minorités nationales, et souhaite que la République fédérative tchèque et slovaque s'associe au plus tôt à la Communauté européenne. Les signataires ont l'intention d'adopter des positions claires et univoques, ils veulent en finir avec le manque de netteté et désirent constituer un courant politique clair et distinct avec des personnes, des programmes et des responsabilités concrets.

Cette tendance de droite conservatrice dispose - au moins depuis la fin de l'année 1990 - d'une majorité relative mais confortable aussi bien au sein des partisans du Forum civique que parmi le reste de la population tchèque, ainsi qu'en témoignent les sondages d'opinion. Toutefois, sa représentation au sein du gouvernement et dans le présidium du Parlement est numériquement très inférieure à sa position dans le Forum civique.

Le *second courant* est incarné par le *Club libéral* se situant au centre-gauche de l'échiquier politique. Parmi ses membres se trouvent par exemple le ministre des Affaires étrangères Dienstbier ou le vice-premier ministre du Gouvernement fédéral Rychetsky. Ce Club n'entretient que des rapports très tendus avec le président du Forum civique et ses partisans.

La déclaration constitutive du Club libéral du Forum civique, publiée dans le quotidien *Lidové noviny* le 14 décembre 1990, a été signée par 33 députés de l'Assemblée fédérale, 36 députés du Conseil national tchèque et de nombreux ministres fédéraux (J. Dienstbier, P. Miller, V. Vales, P. Rychetsky) et nationaux tchèques (par exemple P. Pithart, Premier ministre du gouvernement tchèque, etc.).

A la différence de Monsieur Klaus, les membres du Club libéral ne veulent en général pas que le Forum civique se transforme en parti politique et ne voient pas dans le rétablissement de l'économie de marché un objectif mais

un simple moyen. Un des députés à avoir signé la déclaration constitutive du Club libéral, Monsieur Zeman, l'auteur du programme électoral du Forum civique, s'est exprimé ainsi: «Nous avons maintenant créé le Club libéral du Forum civique, duquel naîtra - je l'espère - un parti politique agissant au niveau fédéral. A gauche des libéraux se trouvera la social-démocratie, à droite un parti conservateur de droite. Les libéraux, tout comme le FDP en Allemagne, doivent être capables de former d'une part la coalition socialo-libérale, de l'autre la coalition conservatrice-libérale. Leur avantage par rapport aux deux autres partis est qu'ils seront toujours dans cette coalition et qu'ils constitueront en quelque sorte un petit pont, avec le temps peut-être un grand pont, entre deux courants apparemment inconciliables»¹⁰.

Et parmi les sympathisants du Forum civique, et dans le public en général, le Club libéral est d'après les sondages, nettement moins populaire que le club concurrent de la droite démocratique, mais comme nous l'avons souligné, il est en revanche sensiblement mieux représenté aux postes décisifs du gouvernement fédéral et du présidium du Parlement fédéral.

Le troisième courant est le *Club des sociaux-démocrates* dont le leader se trouve être Monsieur Batték. La création du Club des sociaux-démocrates du Forum civique est annoncée presque immédiatement après le congrès du 12 janvier 1991. Selon le secrétaire du Club, Monsieur B. Ventura, «la tentative irresponsable de transformer le mouvement du Forum civique en parti de droite ayant des membres exclusifs est une des raisons de la naissance du Club des sociaux-démocrates du Forum civique»¹¹. D'après la déclaration du Club des sociaux-démocrates, le nouveau programme politique du Forum civique¹² diffère sur bien des points importants des programmes du Forum du début, en particulier de ses documents électoraux. Les membres du Club des sociaux-démocrates refusent toutefois - tout comme Monsieur V. Klaus - de rechercher la prétendue troisième voie en économie, ainsi que toute démagogie, et se déclarent partisans conséquents de l'économie sociale de marché, orientée écologiquement.

Ce Club des sociaux-démocrates est le plus faible de ces trois courants, d'autant plus qu'il ne représente qu'une fraction du mouvement social-démocrate dans les pays tchèques. Rappelons que le parti social-démocrate s'est détaché du Forum civique déjà avant les élections législatives mais qu'il n'a pas réussi - tout comme la plupart des autres partis d'ailleurs - à franchir la barre des 5% et n'est donc pas présent au Parlement. Monsieur Batték, qui - avec quelques collègues - n'a pas respecté les mots d'ordre du parti social-démocrate et a décidé de se présenter aux élections législatives sous l'étiquette du Forum civique, a été élu mais son parti l'a exclu de ses rangs¹³.

¹⁰ Cf. *Demokrat*, 19.12.1990, p. 1.

¹¹ Cf. *Obcansky denik* (OD), 16.1.1991, p. 1.

¹² Ce programme politique du Forum civique est publié dans le quotidien du Forum civique, *Obcansky denik* (OD), le 16.1.1991.

¹³ Signalons que lorsque le Forum civique s'est de fait, débarrassé de deux de ses composants se trouvant le plus à gauche dans l'échiquier politique, à savoir l'Alternative de gauche trotskiste et le mouvement Renouveau, ce dernier mouvement a décidé de rejoindre collectivement le parti social-démocrate.

Enfin certains députés élus sur la liste du Forum civique n'ont pas jugé utile d'entrer dans un des clubs concurrents et constituent des *indépendants du Forum civique*. Ce groupe est né au Parlement tchèque, où sa prise de position commune est, au début de février 1991, signée par 24 députés¹⁴. A titre de comparaison, 45 députés du Parlement tchèque étaient alors au Club interparlementaire de la droite démocratique et 55 au Club libéral. Le nombre total des députés du Forum civique au Parlement tchèque était de 123¹⁵. En juin 1991, au Parlement tchèque, un député sur quatre environ de l'ancien Forum civique n'a pas encore pris parti et a décidé de figurer, du moins pour l'instant, comme «indépendant». Les «indépendants» sont en revanche très peu nombreux à l'Assemblée fédérale, où ils n'ont que 7 députés.

Un des députés indépendants du Forum civique, Monsieur J. Vlach, a expliqué la «philosophie» du groupe des députés indépendants du Forum civique¹⁶. Ils considèrent la différenciation au sein du Forum civique comme naturelle et bénéfique, mais la transformation en parti(s) exige un certain temps. Ils préfèrent une collaboration constructive des différents groupes d'opinion jusqu'aux prochaines élections législatives.

A la fin de 1990 et au début de 1991, il existait *trois conceptions du proche avenir du Forum civique*, ou autrement dit, trois scénarios de son évolution immédiate:

1. L'opinion selon laquelle le Forum civique doit maintenir la structure large du mouvement en l'adaptant certes quelque peu aux nouvelles exigences de la situation. C'est une conception très minoritaire au sein du Forum civique et parmi ses sympathisants, mais elle réunit beaucoup de courants. L'écrasante majorité des membres du Club libéral et du Club social-démocrate, la plupart des indépendants du Forum civique et même certains membres du Club interparlementaire de la droite démocratique partagent cet avis, professé notamment par Monsieur Z. Jicinsky. Il y a d'abord ceux qui se déclarent fidèles au Forum civique originaire et considèrent sa transformation en parti comme une trahison. Certains d'entre eux, par exemple le politologue J. Fibich¹⁷ ou l'historien slovaque J. Mlynarik, député du Public contre la violence¹⁸, préfèrent les personnalités et les mouvements vastes aux partis politiques, comme le fait longtemps aussi le président de la République V. Havel¹⁹. D'autres avancent des raisons plus pragmatiques comme la nécessité d'un large

¹⁴ OD, 8.2.1991, p. 7.

¹⁵ Données fournies par Madame D. BURESOVA, présidente du Conseil national tchèque, membre du Club libéral. Cf. OD, 18.1.1991, p. 3.

¹⁶ Cf. *Lidové noviny* (LN), 18.2.1991, p. 12.

¹⁷ Monsieur J. Fibich a exprimé son point de vue dans l'article «Rozsirovat nebo zuzovat?» (Elargir ou rétrécir) LN, 1.2.1991, p. 10.

¹⁸ Cf. l'éditorial de J. MLYNARIK, *Literarni noviny*, N° 5/1991.

¹⁹ Toutefois, dès décembre 1990, V. HAVEL reconnaît que l'idée du Forum civique en tant que mouvement embrassant tout est «dépassée historiquement» et qu'il vaut peut-être mieux accélérer le processus en cours que de le freiner (interview avec V. HAVEL, LN, 7.12.1990, p. 1).

consensus dans une situation qui demeure fragile. Selon eux, le parti tel que le veut Monsieur Klaus comporte un danger d'autoritarisme et n'est pas sans ressembler au parti communiste.

Mentionnons en outre l'intérêt de tous ceux qui cesserait d'être associés à la force politique décisive. En premier lieu les groupes trotskiste (Alternative de gauche de P. Uhl) ou communiste réformiste (Club Renouveau) qui se trouvent ainsi de fait exclus du Forum civique. Mais aussi, d'une manière générale, tous les petits partis ou mouvements politiques faisant partie du Forum civique quelle que soit leur couleur politique (même ceux qui sont de droite); ces derniers, au cas où le principe des membres individuels et exclusifs est adopté, tombent du sommet politique dans l'insignifiance, en se retrouvant seuls, sans l'aile protectrice de la mère Forum. Enfin, tous ceux dont les conceptions politiques sont minoritaires ou en marge (le plus souvent à gauche) même si leurs protagonistes n'appartiennent pas aux petits partis. Cela concerne la plupart des ministres fédéraux (par exemple J. Dienstbier, ministre des Affaires étrangères) regroupés au sein du Club libéral et occupant les postes les plus élevés dans les gouvernements, mais dont les opinions politiques ne correspondent pas à celles de la majorité des sympathisants du Forum civique.

2. L'opinion suivant laquelle le Forum civique doit se transformer en parti politique solide avec un programme clair. C'est une opinion majoritaire au sein du Forum civique et elle est représentée notamment par Monsieur V. Klaus et ceux qui le suivent. Ses partisans soulignent que les mouvements vastes ont leur justification uniquement dans certaines situations précises et pour peu de temps. Or, les jours glorieux de la révolution sont passés, le temps est venu de la vie politique quotidienne et c'est là que les partis politiques sont irremplaçables. Il faut en finir avec la situation où deux ou trois forums civiques locaux se disputent entre eux et où tout le monde peut parler au nom du Forum civique²⁰. Il y a des tâches urgentes, notamment la transformation économique radicale, et pour atteindre ces objectifs, il faut un parti fort et discipliné, et non pas un conglomérat des tendances les plus diverses. L'option prépondérante au Forum est de droite, mais la plupart de ses représentants aux gouvernements et aux postes-clés des parlements sont plutôt du centre-gauche. De plus, même si le courant de droite réussit à prévaloir au gouvernement, comme c'est le cas de la variante Klaus de la réforme économique, on ne peut pas se fier aux députés de gauche du Forum civique; ces derniers votent souvent avec l'opposition communiste²¹.

²⁰ Le ministre de la Privatisation du gouvernement tchèque, Monsieur T. JEZEK, raconte: «J'avais besoin de nommer par exemple des membres d'une commission de privatisation; d'une seule ville, deux forums m'ont proposé des gens différents, et un forum disait de l'autre que ce sont des gangsters.» Interview avec le ministre T. Jezek, LN, 18.1.1991, p. 7.

²¹ «Il n'est tout de même pas possible, dit Monsieur J. KOVAR, membre du Conseil républicain du Forum civique, que le groupement politique victorieux ayant la majorité absolue dans les deux parlements (fédéral et tchèque) vote comme il le fait. De nombreux députés communistes se comportent de façon plus constructive que certains députés du Forum civique.» OD, 23.1.1991, p. 3.

3. La thèse professée notamment par D. Kroupa, président du Club interparlementaire de la droite démocratique et vice-président de l'Alliance civique démocratique est celle-ci: le Forum civique doit cesser d'être une force politique, il doit devenir une simple fondation morale et culturelle au sein de laquelle plusieurs partis et mouvements, détachés du Forum civique et devenus indépendants, pourraient se retrouver. Seule cette thèse est conforme à ce que les représentants du Forum civique déclaraient à l'origine à propos du rôle strictement limité dans le temps de leur mouvement.

La première conception a été vaincue d'emblée, la deuxième, celle de V. Klaus, a réussi à s'imposer pour quelque temps mais a dû être abandonnée, et c'est pour l'essentiel la troisième conception qui a été finalement adoptée. Il aurait sans doute mieux valu prendre ce troisième chemin sans passer par l'épisode «Forum civique comme un parti à droite du centre», mais le combat a fait rage pendant assez longtemps presque exclusivement entre les partisans des deux premières possibilités, et il faut rendre justice à V. Klaus: sa vision a été tout de même plus proche du bon choix, elle a représenté un pas dans la bonne direction. *L'erreur commune aux partisans des deux premières variantes de l'évolution du Forum civique était de vouloir sauvegarder le Forum civique en tant que force politique décisive*, que ce soit dans une forme historiquement dépassée - pour employer l'expression de V. Havel - dans le cas des partisans du maintien d'un vaste mouvement pluraliste, ou sous la forme d'un parti conservateur fort qui avait certes son utilité mais ne pouvait pas s'appeler Forum civique. Ce n'est que justice si le troisième scénario, le plus radical et en même temps le plus modeste, celui de D. Kroupa coïncidant d'ailleurs avec les promesses des fondateurs du Forum civique, s'est finalement imposé.

Dans un important article «La fin du Forum civique»²² Monsieur J. Vavra met en évidence le fait que, dans les derniers mois de l'année 1990, on constate au sein du Forum civique une modification sensible du rapport de forces (dans le sens de la droite), liée d'ailleurs au phénomène analogue dans l'opinion publique; l'orientation de droite y devient alors aussi clairement prédominante, mais cette modification ne s'est pas retrouvée au pouvoir exécutif. «On peut dire qu'il n'y a pas de mécanisme permettant de répercuter le rapport des forces à l'intérieur du mouvement ou du parti au sein du pouvoir exécutif. Si le soutien au parti de droite, soutien qui était manifesté par les districts et qui était visible aussi au Parlement avait trouvé un reflet au niveau de la composition du gouvernement, l'atmosphère aurait pu devenir nettement plus calme et tout aurait pu être différent», remarque Monsieur Vavra.

²² J. VAVRA, «La fin du Forum civique», in: *Forum* N° 9/1991 du 27.2.-5.3.1991. Notons que le «Forum» est l'hebdomadaire du Forum civique et Monsieur J. Vavra son rédacteur en chef. En mai 1991, cet hebdomadaire disparaît et Monsieur J. Vavra dirigera alors le quotidien *Obcansky denik*.

La fin et l'héritage du Forum civique

Le divorce à l'amiable

Le 8 février 1991, le président du Forum civique V. Klaus a déclaré que, devant la situation intenable où se trouve le Forum civique, il propose de le scinder en deux - et seulement deux - groupes. Le critère de séparation serait la reconnaissance ou non des résolutions du dernier Congrès du Forum qui a tranché pour la transformation du mouvement en parti politique. Le premier groupe - majoritaire - serait un parti politique conformément aux conclusions du Congrès, l'autre groupe garderait la structure large d'un mouvement. Les deux groupes constitueraient une coalition étroite au moins jusqu'aux prochaines élections. Aucun des deux n'aurait le droit d'utiliser le nom du Forum civique qui serait réservé à une fondation informelle commune, dont le caractère serait plutôt culturel que politique. Le président de la République serait d'accord avec cette solution, ajoutait Monsieur Klaus.

La raison pour laquelle la voie de Monsieur Klaus s'est révélée impraticable est claire. Certes, le président du Forum civique avait raison en disant que le vaste mouvement hétérogène nommé Forum civique a vécu, qu'il a été adapté à une autre situation et qu'on ne pouvait pas le prolonger artificiellement en vie. Il avait raison également en ajoutant qu'il fallait un parti pourvu d'un programme clair ayant pour priorité la réforme économique radicale, et qu'il ne fallait pas trop tarder à le constituer. Cependant, ce parti, bien qu'il ait trouvé les faveurs de la majorité des sympathisants du Forum civique, ne devrait plus s'appeler Forum civique. Le Forum civique aurait dû se décomposer en plusieurs partis ou mouvements. Hélas, Monsieur Klaus ne voulait pas l'admettre, avant d'y être pratiquement obligé.

Le *congrès d'adieu* du Forum civique a eu lieu le 23 février 1991. Monsieur P. Janyska²³ l'a fort bien caractérisé. Pratiquement ce sont les mêmes délégués qui, un mois auparavant, avaient décidé de transformer le Forum civique en parti, et qui ont maintenant voté la division du Forum civique en deux parties, autrement dit le droit à l'existence de deux courants, et en même temps sa liquidation de fait. Le Forum redevient un mouvement (à la différence des partis, des mouvements peuvent avoir selon la loi des membres collectifs) et aura deux membres collectifs: le premier sera un parti politique prenant le nom de *Parti civique démocratique* et ayant pour base les principes décidés lors du congrès précédent de janvier 1991, et le second sera un mouvement appelé *Mouvement civique*. Les deux formations auront leurs propres statuts, leur propre organisation. Le sigle et le nom du Forum civique sont réservés exclusivement aux Clubs de députés du Forum civique et au Comité de coordination.

Il ne reste donc du Forum civique qu'un Comité de coordination composé de dix membres, chacune des deux formations devant en déléguer la moitié. Cet organe est destiné exclusivement à harmoniser les démarches des deux formations pendant la réalisation du programme électoral du Forum civique

et lors du partage de la propriété. Si le Forum civique ne disparaît pas auparavant par la décision conjointe des deux parties, il se dissoudra et quittera définitivement la carte politique de la Tchécoslovaquie le jour où commencera la prochaine campagne électorale (les prochaines élections législatives devraient se tenir en été 1992).

Deux formations politiques commencent dès lors leur existence. D'abord le *Parti civique démocratique*, qui a déjà distribué au cours du congrès de février 1991 la feuille d'inscription avec un programme nettement libéral. Le Parti civique démocratique de V. Klaus a repris, adopté et adapté la structure du Parti conservateur britannique. Les partisans de Klaus ont fait pour la politique tchèque au moins une bonne chose: contre la tendance prépondérante, ils ont fait prévaloir l'idée que la politique normale est impensable sans partis politiques.

En ce qui concerne la seconde formation, le *Mouvement civique*, il est handicapé par le fait que V. Klaus, président sortant du Forum, a rejeté catégoriquement la division du Forum civique en plus de deux sujets politiques, ce qui a pour conséquence que le Mouvement civique a hérité de tous ceux qui ne voulaient pas suivre le ministre fédéral des Finances. Certains d'entre eux sont proches des opinions de Monsieur Klaus, mais ils n'acceptent pas ses manières politiques, d'autres sont aussi en faveur d'un parti, mais pas d'un parti de droite et discipliné comme le souhaite ce dernier, enfin d'autres sont défenseurs nostalgiques du bon vieux mouvement. Il s'agit donc d'un groupement bien hétérogène qui a, semble-t-il, l'intention d'englober plus que les seuls partisans du Club libéral et il n'est donc nullement fortuit que le mot libéral ait été supprimé de son nom.

Après le congrès d'adieu, on sent un soulagement chez les deux parties du Forum civique²⁴. Plusieurs personnalités marquantes du Club interparlementaire de la droite démocratique, y compris son président Daniel Kroupa, n'entreront pas au parti de Klaus, car ils sont membres de l'Alliance civique démocratique. C'est un petit parti qui a toutefois un potentiel intellectuel fort. C'est la raison pour laquelle V. Klaus aura besoin de l'Alliance civique démocratique, qui constitue en quelque sorte le noyau dur de la politique de la droite tchèque. D'ailleurs c'est aussi dans l'intérêt de l'Alliance, si elle veut rester au Parlement, car le quorum de 5% est très sévère.

Le 2 avril 1991, la réunion du Club parlementaire du Forum civique au Parlement fédéral avait l'air d'un adieu. Quarante députés-membres du Parti civique démocratique de V. Klaus y ont constitué leur propre Club des députés, car chaque député ne peut faire partie que d'un seul club parlementaire²⁵. Six députés du groupe du centre-gauche du Forum civique entraient

²⁴ Cf. Monsieur WEISS dans: *Respekt* du 4.3.1991.

²⁵ Que deviendra alors le Club interparlementaire de la droite démocratique? Il s'est réuni le 9 avril et la plupart de ses députés-membres du Conseil national tchèque (Parlement tchèque) se sont mis d'accord de maintenir une plate-forme commune pour les clubs des députés orientés à droite du centre; cette plate-forme pourrait constituer une base en vue d'une coalition lors de prochaines élections.

à la *Social-démocratie*²⁶, ce qui a provoqué chez de nombreux participants de la réunion du Club des députés du Forum civique un désaccord tumultueux. Le plus connu des députés du Forum civique à avoir rejoint le Parti social-démocrate est V. Komarek, ancien vice-premier ministre fédéral du Gouvernement de l'entente nationale et adversaire principal de la thérapie de choc économique de V. Klaus.

Le mouvement slovaque *Le public contre la violence*, partenaire de la coalition du Forum civique, a tenu le 27 avril 1990 à Kosice le congrès extraordinaire, qui a définitivement consacré la *scission du mouvement en deux sujets politiques*.

Le premier se nomme la *plate-forme Pour une Slovaquie démocratique*, assez nationaliste et surtout populiste, avec en tête le Premier ministre slovaque Monsieur V. Meciar, et comptant parmi ses membres aussi le ministre des Rapports internationaux de la République slovaque, Monsieur M. Knazko (cette plate-forme a pour elle les faveurs très nettes des sondages, résultant en grande partie de la politique populiste de Monsieur Meciar, l'homme politique de loin le plus populaire en Slovaquie - 91% d'opinions favorables). L'autre groupe constitue le noyau du mouvement originel avec son président Monsieur Fedor Gal et le vice-premier ministre J. Kucerak, l'homme de la réforme économique radicale en Slovaquie. Ils sont bien vus chez les Tchèques, mais en Slovaquie elle-même, les sondages les condamnent - du moins au début - à la marginalité.

La propriété devrait être partagée à égalité. Toutefois, sur trois points essentiels, le congrès n'a pas trouvé d'accord. Le Public contre la violence originel (PCV) de Monsieur F. Gal a voulu que la plate-forme Pour la Slovaquie démocratique (PSD) s'engage 1. à s'abstenir de demander la convocation d'élections anticipées, 2. qu'elle rejette l'emploi de moyens extra-parlementaires (grèves générales politiques, etc.) et 3. qu'elle n'entre pas dans l'opposition contre le mouvement originel Le Public contre la violence (PCV). A la différence du Forum civique, le PCV de F. Gal et la plate-forme PSD de Monsieur Meciar se sont donc séparés sans un accord proprement politique et sans garder l'illusion d'une continuité juridique des deux sujets politiques.

Déjà quelques jours avant ce congrès extraordinaire du Public contre la violence, le 23 avril 1991, le Parlement slovaque (le Conseil national slovaque), plus exactement son présidium, a révoqué le Premier ministre slovaque Meciar et plusieurs de ses ministres, dont aussi Monsieur Knazko, et a nommé comme nouveau Premier ministre du gouvernement slovaque le président du Mouvement chrétien-démocrate slovaque et jusqu'à cette date vice-premier ministre slovaque Jan Carnogursky. Les représentants de la plate-forme de Monsieur Meciar ont annoncé leur intention d'entrer dans une opposition «constructive».

²⁶ Quelques jours après, le septième député du Forum civique a rejoint le Parti social-démocrate tchécoslovaque: Monsieur V. Sochor a annoncé cette décision lors du Congrès de la Social-démocratie.

Si le président du Public contre la violence (PCV) Monsieur F. Gal soulignait la ligne centriste de son mouvement et n'exprimait pas de préférence entre les partis et mouvements nés dans les pays tchèques par l'éclatement du Forum civique, son successeur à la tête du mouvement, Monsieur J. Kucerak économiste, souhaite qu'après le premier pas constitué par le détachement de la plate-forme de Monsieur Meciar qui est de gauche, populiste et nationaliste, suive le second pas qui devrait selon lui, être la création du parti, dont l'orientation serait clairement de droite et qui agirait pourtant en accord avec le mouvement originel. En tout cas, par le départ de la plate-forme de Monsieur Meciar, Le Public contre la violence a perdu ses partisans de gauche et nationalistes; il est passé plus à droite et il s'est aussi rapproché encore davantage que par le passé des partis politiques conservateurs tchèques, notamment de l'Alliance civique démocratique de Messieurs Bratinka et Kroupa et du Parti civique démocratique de Monsieur Klaus.

évoquer le rôle des partis politiques dans l'élaboration de la Constitution. Mais il est à noter que les deux derniers sont évidemment liés. En effet, lorsque le décret d'adoption de la Constitution est voté, le 27 juillet 1991, il est accompagné d'un discours du président de la République, M. François Mitterrand, qui déclare : « Nous avons obtenu ce résultat par la voie du dialogue et de la concertation. C'est une victoire pour la démocratie et pour la paix. »¹ Il s'agit donc d'un résultat obtenu par la voie du dialogue et de la concertation. Le résultat obtenu par la voie du dialogue et de la concertation est donc une victoire pour la démocratie et pour la paix.

Le résultat obtenu par la voie du dialogue et de la concertation, est trois parties principales. La première partie est la victoire du Parti communiste. Le deuxième résultat obtenu par la voie du dialogue et de la concertation est la victoire du Parti socialiste. Le troisième résultat obtenu par la voie du dialogue et de la concertation est la victoire du Parti républicain. Ces trois résultats sont obtenus par la voie du dialogue et de la concertation.

Ensuite, lorsque cette loi est votée au Parlement, le résultat obtenu par la voie du dialogue et de la concertation est la victoire du Parti communiste. Le deuxième résultat obtenu par la voie du dialogue et de la concertation est la victoire du Parti socialiste. Le troisième résultat obtenu par la voie du dialogue et de la concertation est la victoire du Parti républicain. Ces trois résultats sont obtenus par la voie du dialogue et de la concertation.